

Table ronde
**La bande
dessinée**



**Le scandale
du chômage**

R. Lewin

**La vulgarisation
de l'histoire**

R. Devleeshouwer

CAHIERS MARXISTES

revue mensuelle

Nouvelle série — N° 52 (71)
10^{me} année — février 1979

Sommaire

Rosine Lewin Le scandale du chômage	p. 1
Table-ronde : bande dessinée et idéologie Compte-rendu par Pierre Ergo Contributions de : Francis Chenot et Nelly Pasque, Jean- Maurice Dehousse, Monique Huens, Jean-Maurice Rosier, Gabriel Thoverson	p. 5
La vulgarisation de l'histoire : Robert Devleeshouwer répond à Christian Dupont	p. 27
En diagonale : — Trois livres sur Bruxelles — Le phénomène CVP	p. 36
Livres : — Actualité de la pédagogie Freinet — L'animation socio-culturelle, espace d'affrontement idéologique	p. 40 p. 42
Revue	p. 45

Comité de patronage : Edmond Dubrunfaut, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers, Roger Somville. Jean Terfve ●

Comité de rédaction : Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Claudine Cyrès, Augustin Duchateau, Pierre Ergo, Serge Govaert, Pierre Joye, Rosine Lewin, Jacques Moins, Jacques Nagels, Christine Renard, Claude Renard, Christian Vandermotten, Jean-Paul Vankeerberghen, Benoît Verhaegen.

Rédacteur en chef : Rosine Lewin.

Secrétaire de rédaction : Pierre Ergo

Édité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte

Le scandale du chômage

Les neuf pays de la Communauté économique européenne totalisent plus de six millions de chômeurs. La Belgique y prend sa part avec 345.000 demandeurs d'emploi officiellement recensés (fin décembre 1978), auxquels il faut ajouter près de 70.000 chômeurs partiels, 31.000 stagiaires et environ 20.000 chômeurs remis provisoirement au travail en vertu du Plan Spitaels.

Depuis 1974, congrès après congrès, la FGTB, la CSC et même le syndicat libéral accordent la priorité des priorités à l'emploi. C'est vrai en Flandre comme en Wallonie ou à Bruxelles. C'est vrai pour toutes les centrales et toutes les sous-régions. C'est vrai au niveau de quasi toutes les entreprises.

En dépit de cette constance et de cette unanimité, les organisations syndicales dont la représentativité n'est pas contestée, ne parviennent pas à imposer une politique efficace de l'emploi : le chômage, loin de reculer, tend à proliférer. En 17 mois de gouvernement Tindemans II, 60.000 emplois industriels ont été perdus en Belgique !

Sait-on ce que le chômage représente comme perte nette pour la collectivité ? En moyenne et par an pour un chômeur complet, il faut compter 215.000 F d'allocations de chômage, 50.000 F d'allocations familiales, 71.000 F de cotisations sociales que l'Etat paye à la place du chômeur et de l'employeur. L'Etat perd de surcroît en moyenne et par an 193.000 F de cotisations que travailleur et employeur ont cessé de verser à l'ONSS, 60.000 F d'impôts sur les revenus professionnels amputés et quelque 20.000 F de moins-value en impôts sur les bénéfices des commerçants. Total : environ 600.000 F en moyenne par an et par chômeur.

Quant au gâchis en énergie, en intelligence, en espérance que représente l'inactivité forcée de centaines de milliers de chômeurs — dont un tiers ont moins de 25 ans — il est impossible de l'évaluer. Quand on pense aux sacrifices bien souvent exigés par les études supérieures, études entreprises pour mieux se garantir contre le chômage, et qu'on voit figurer parmi les demandeurs d'emploi 3.200 universitaires, 4.500 diplômés de l'enseignement technique supérieur, 26.500 diplômés du secondaire supérieur, 8.200 de l'enseignement normal, l'absurdité monstrueuse de ce régime apparaît avec éclat.

Mais ce qui est plus aberrant encore, c'est que dans le moment même où sont dénombrés ces diplômés privés d'emploi des besoins criants en travailleurs qualifiés restent insatisfaits.

Les exemples abondent. En voici un, glané dans la presse quotidienne. Dans la région liégeoise, 7.000 raccordements téléphoniques restent en attente. Des médecins, des handicapés, des investisseurs sont priés de patienter pendant un an ou deux pour qu'on assure leur raccordement au téléphone. Résultat : des drames individuels, mais aussi des désaffections ou départs qui aggravent le chômage. Or, si la RTT accuse pareil retard à Liège — et pas seulement là, puisque le Groupe de Mons totalise 9.000 demandes en souffrance — c'est que ce service public manque de personnel. Le cadre n'est pas comblé; s'il l'était, il ne suffirait pas à la demande et à Liège par exemple, il devrait comprendre 260 agents supplémentaires. En attendant l'embauche, les heures supplémentaires sont une pratique courante...

Autre exemple : les classes d'écoles maternelles et primaires sont notoirement surpeuplées. Ce surpeuplement a des conséquences à long terme, conséquences qui pèsent surtout sur les enfants des milieux les plus démunis. L'hécatombe scolaire frappe en effet de manière très sélective. Là aussi, un calcul économique pourrait intervenir et rappeler nos gouvernants à la raison : les doubleurs et les tripleurs coûtent cher ! Encore que le seul respect des droits de l'homme — et ceux de l'enfant sont à la mode cette année — devrait suffire à condamner les classes surpeuplées. Il existe une proposition de loi communiste visant à abaisser les normes de population scolaire. Le ministre Michel lui préfère des « arrangements » qui rendraient l'école « plus accueillante », mais ne coûteraient pas un sou. Austérité oblige !

Ce genre de réponse nous enferme dans un cercle vicieux, suicidaire même.

C'est une réponse qu'affectionne le grand patronat. M. Jacques De Staercke, administrateur-délégué de Fabrimétal, vient d'en refaire la démonstration dans l'éditorial qu'il signe pour « Intermédiaire » (1). Analysant les raisons de la crise et plus particulièrement de la vulnérabilité de l'économie belge, M. De Staercke reconnaît avec lucidité que l'industrie de notre pays est trop orientée vers la production de demi-produits, trop dépendante de quelques marchés étrangers. Les remèdes qu'il propose visent-ils à une réforme structurelle

(1) Revue bimensuelle, numéro du 26 janvier 1979.

de l'industrie, à une plus grande indépendance vis-à-vis de l'étranger ? Pas du tout !

Ce que M. Fabrimétal appelle de ses vœux, c'est — à défaut de pouvoir réduire les salaires directs — la promotion de la productivité, la déductibilité complète de la TVA sur les biens d'équipement, la réduction du coût salarial par un allègement des charges de la sécurité sociale, par la répression « d'abus manifestes dans le domaine de l'assurance maladie-invalidité ». C'est, plus généralement, « l'assouplissement » de la législation sur la sécurité sociale, la fin du « fétichisme des droits acquis », la promotion du travail à temps partiel et qu'enfin « un peu d'ordre » soit remis dans nos relations sociales ... Plus loin, M. De Staercke observe que « la notion de travail subit actuellement une mutation fondamentale » et que la tendance est manifeste « à consacrer moins de temps au travail astreignant et dépendant ». Il ajoute : « L'installation dans un certain chômage actif est une manifestation de cette tendance bien connue dans toutes les régions ouvrières ».

Concrètement, M. De Staercke recommande des mesures qui aggravent la crise en comprimant le pouvoir d'achat ou en portant atteinte aux conquêtes ouvrières. Pour le reste, il rend les chômeurs responsables du chômage. Sans doute la notion de travail évolue-t-elle, comme celle de famille, de morale. A l'heure où science et technique permettent des promenades interplanétaires, comment s'étonner que la notion de travail ne soit plus ce qu'elle était il y a un siècle, ou même il y a trente ans ? Mais rien n'autorise, au départ de ces considérations, à mettre en doute la volonté de travailler de 300.000 chômeurs complets et de parler d' « installation dans le chômage » comme si elle était voulue. S'il y a un phénomène de chômage de longue durée, c'est en raison de la politique menée par le grand patronat : incapable de voir autre chose que le profit immédiat, il engloutit des milliards de la collectivité pour des investissements qui suppriment des emplois au lieu d'en créer.

Rappelons au surplus que l'ONem n'a offert que 11.000 emplois en décembre dernier. Rappelons enfin que la réglementation sur le chômage permet d'exclure du bénéfice des allocations (et aussi des statistiques) les hommes et les femmes dont le chômage serait « anormalement long ». On n'ignore pas à Fabrimétal que cette mesure inique est largement utilisée (3.880 exclusions en 1977).

Non, les chômeurs ne sont pas responsables du chômage.

Il existe d'une part des besoins légitimes qui ne sont pas satisfaits. Il existe d'autre part un potentiel d'emploi qui n'est pas utilisé. Et le système capitaliste ne parvient pas à construire un pont entre les premiers et le second. Il y a là une aberration et un scandale, ou encore pour reprendre la formule du professeur Lucien Morisens, « un monstrueux paradoxe » (2).

« Ce qui nous importe dans le plan Spitaels, c'est la reconnaissance expresse de besoins sociaux non couverts », écrivions-nous dans les CM de l'année dernière. Aujourd'hui, il apparaît encore plus nettement que le cadre spécial temporaire est une réponse ina-

(2) « Le Soir » du 25 janvier 1979.

déquate à ces besoins. Si les pouvoirs publics sont disposés à prendre en compte le besoin en personnel supplémentaire de CPAS, de bibliothèques, de maisons de jeunes, d'hôpitaux, d'universités, etc., alors ce personnel ne doit être ni marginal, ni temporaire.

L'enseignement, la recherche scientifique, le logement social, le rail, les postes, la RTT, les hôpitaux et les services de santé extrahospitaliers, la rénovation urbaine, l'aide aux personnes âgées ou handicapées — voilà des secteurs où les besoins sont immenses et urgents.

Pour y répondre valablement, il faut créer des emplois à part entière, intégrés dans le circuit normal du travail. En s'attelant à pareille tâche, en appliquant sans tarder les 36 heures aux grands secteurs industriels, le gouvernement de demain pourrait démontrer que la qualité de la vie et le droit au travail ne sont pas pour lui des hochets électoraux, mais des objectifs politiques.

La bande dessinée

COMPTE RENDU ETABLI PAR PIERRE ERGO

AVANT-PROPOS

La bande dessinée — BD en abrégé — ne fait plus seulement parler les petits personnages en papier de la « société des bulles ». Elle fait aujourd'hui parler d'elle bon nombre de personnages en chair et en os de notre société d'hommes. C'est ainsi qu'en octobre dernier, à l'initiative des Cahiers marxistes, une douzaine d'amateurs plus ou moins spécialisés — certains pas du tout — de la BD se sont réunis en table ronde.

Outre notre rapporteur étaient présents Paul Aron, philologue; Francis Chenot, journaliste au « Drapeau rouge »; Jacques Depierpont, journaliste à la RTBF; Didier Dupont, assistant en stylistique à l'Université de Mons; Jacques Horowitz, étudiant en journalisme; Monique Huens, étudiante en journalisme; Jean-Louis Lejeune, dessinateur et étudiant; Philippe Moins, étudiant et dessinateur; Jorge Nobre-Correia, assistant à l'Université Libre de Bruxelles; Jean-Maurice Rosier, enseignant; Dominique Snyers, dessinatrice (« Le Ligeur »); Gabriel Thoveron, sociologue, professeur à l'U.L.B. Egalement invités, Jean-Maurice Dehousse, ministre de la Culture française, et Jean-François Malherbe, coauteur d'une analyse critique de « Boule et Bill », avaient tenu à s'excuser.

Il nous faut préciser que P. Aron, D. Dupont et J.-M. Rosier sont trois animateurs de « G.R.A.M. - Textes » (Groupe de recherches pour une approche matérialiste des textes), dont nous publions récemment la plate-forme de présentation (1).

En organisant cette table ronde, nous ne partions pas de rien : on lira ou relira avec profit l'article de J.-M. Rosier, « Politique et bande dessinée », paru il y a un an dans notre revue (2). C'est de

(1) C.M. n° 49, novembre 1978.

(2) C.M. n° 41, janvier 1978.

cet article, des polémiques qu'il a suscitées, qu'est née l'idée d'une approche collective, dans une optique marxiste, des problèmes posés par la BD. Pour aider à la discussion, J.-M. Rosier avait formulé une série de questions que nous reprenons en annexe, avec la réponse écrite qu'y apporte fort aimablement J.-M. Dehousse.

Le résumé que nous présentons avec l'accord des participants s'efforce de suivre le fil de la discussion : faute de pouvoir reproduire celle-ci « in extenso », nous avons en effet préféré cette formule à une synthèse qui risquerait d'être asséchante.

Il va de soi que cet échange de vues ne pouvait ni ne voulait être exhaustif. Puisse-t-il aider à mieux cerner les questions qui se posent, à dissiper certaines confusions. Et si du choc des bulles a pu jaillir quelque lumière, puisse cette table ronde être l'occasion de faire rayonner les réflexions diverses qu'elle suscitera chez ceux, présents ou non à cette rencontre, qui souhaiteront approfondir l'analyse. Des contributions individuelles nous sont déjà parvenues, que nous publions dans le présent numéro. A suivre...

Puisse enfin cette initiative susciter parmi nos lecteurs de l'intérêt (et de l'intérêt critique) pour cette enfant du XX^{ème} siècle, cette petite sœur du cinéma qu'est la bande dessinée. Car bien mieux qu'un passe-temps oiseux, elle peut être un moyen d'expression respectable parmi d'autres, et aussi — pourquoi pas — une arme.

POUR ENFANTS, POUR ADULTES ? POPULAIRE, INTELLECTUELLE ?

Le débat s'est ouvert sur la distinction communément faite entre BD « pour enfants » et BD « pour adultes » — en notant ce qu'ont d'équivoque ces derniers mots, pouvant désigner aussi bien la BD pornographique des petits fascicules à bon marché, que la BD réellement adulte. Ou du moins se prétendant telle; d'aucuns jugeront un brin prétentieuse à cet égard la démarche de « A suivre », nouveau mensuel de BD au demeurant excellent, mais dont l'auto-proclamation de revue « adulte » n'apparaît pas toujours justifiée.

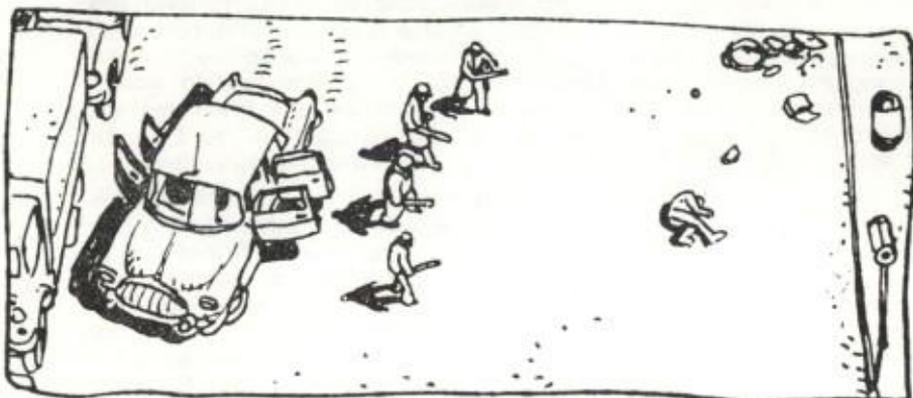
Au départ, pour J. Depierpont, il y avait une BD pour enfants qui répondait à des critères commerciaux et qu'on pouvait qualifier de populaire puisque tout le monde la lisait, tandis qu'une BD adulte était réservée à des cercles d'initiés, peu commercialisée, donc peu populaire. C'est ce qui a changé : il y a aujourd'hui moins de revues de BD pour enfants que dites adultes, et les premières en sont restées aux vieux critères esthétiques et idéologiques, avec pour résultat que « Tintin » et « Spirou » sont en net déclin tandis que la BD adulte serait devenue populaire, en tout cas en France et en Italie.

On objecte qu'en Amérique, la BD publiée dans les quotidiens était originellement destinée aux adultes et souvent reprise par les revues pour enfants. En Europe par contre, la BD adulte a fleuri à l'écart des circuits commerciaux — encore qu'au tout début de son histoire, la BD ait été ici aussi un produit pour adultes : c'est Tintin et Spirou qui l'ont tournée vers un public enfantin.

On peut aussi, entre BD adulte et enfantine, ne voir aucune différence fondamentale : on est intéressé par une bande ou on ne l'est pas. Ph. Moins estime qu'une BD « idéale » serait celle destinée à

la fois aux jeunes et aux adultes, dans la mesure où la BD qui se « spécialise » en fonction d'un public en particulier, a tendance à tomber plus facilement dans des « lois du genre », préconçues donc sclérosantes. On pourrait ajouter à cette appréciation qu'un point commun à ces deux publics — l'enfantin et l'adulte — serait la « fonction ludique » : peut-être celle-ci trouve-t-elle dans la BD un lieu privilégié ?

J. Depierpont illustre l'idée que les critères commerciaux font destiner une BD aux enfants ou aux adultes, mais que les frontières sont floues. Il n'est pas certain que « Buck Dany » soit plus enfantin qu'adulte, dans une optique américaine tout au moins. Dans « Gaston Lagaffe » par contre, il y a tout un humour qui ne peut qu'échapper au lecteur de douze ans. Franquin, le créateur de Gaston, est d'ailleurs un auteur qui ne peut plus se plier aux contraintes d'une revue pour jeunes et se met à publier dans « Fluide glacial ». Dans le cas de « Blueberry » de Giraud, il faudrait parler de BD pour adolescents. Catalogué comme récit d'aventures, donc plutôt pour jeunes malgré des histoires un peu compliquées, Blueberry au cinéma serait « en-



Le racisme en accusation dans « Cauchemar blanc » de Giraud, alias Moebius, plus connu comme le créateur du « Lieutenant Blueberry », le héros à problèmes apprécié des adolescents. (Ed. Humanoïdes associés)

fants non admis » à cause de la violence qu'il contient. Les BD de qualité s'adressant vraiment aux jeunes enfants sont quant à elles, très rares.

Il y a une BD « pour enfants » complètement débilite, P. Moins en convient, mais aussi une BD « adulte » qui l'est peut-être plus encore. Et de souhaiter qu'on dépasse les vieux clivages, mieux que ne le fait une certaine BD française actuelle, décalque caricatural de bandes américaines produites dans un contexte différent.

LES AVENTURES DE LA B.D. EN EUROPE

On rappelle à ce sujet qu'une première rupture avec la BD de papa s'est faite en Europe dans les années '60 (« Barbarella » par exemple). C'est ce qu'on a appelé la BD adulte. Rupture du graphisme plus que de contenu, elle a remis en question l'esthétique traditionnelle. Celle-ci imposait de faire « du » Franquin, « du » Peyo... Une deuxième rupture, de contenu cette fois, est venue mettre en cause le culte des fantasmes personnels érigés en absolu, la BD « punk réactionnaire » : le scénariste P. Christin a dit à ce propos que « Métal hurlant » « fait dans l'irrationalisme de droite ». Dans « Heinemann » de Voss par exemple, le héros est un guitariste électrique qui se promène avec des croix gammées, etc. Cela devient équivoque dans la mesure où on ne voit plus du tout où l'auteur veut en venir. Un Christin, précisément, est de ceux qui ont marqué la rupture avec cette évolution, rupture qui a eu ses prolongements dans la BD enfantine avec « Buddy Longway » ou « Simon du Fleuve ».

Mais faute de pouvoir faire des distinctions nettes, ce qu'on peut certainement constater avec J.-M. Rosier, pour conclure cette première partie du débat, c'est que la BD est en pleine crise, en pleine phase de restructuration, au point qu'on ne sache plus bien à qui elle est destinée. Phénomène qu'a déjà connu le roman pour sa part.

FAIRE OU NE PAS FAIRE DU NEUF ?

Cette phase de restructuration que traverse la BD ne rend son analyse que plus intéressante. Rien de plus facile en effet, note J.-L. Lejeune, que de constater que la programmation du Spirou de jadis répondait à un critère commercial. Même lorsque Losfeld éditait « Barbarella », il comptait bien tirer du bénéfice des premières BD érotiques. Charlie aussi était une affaire rentable. Aujourd'hui ce n'est plus si simple. Il devient difficile de mettre des étiquettes.

Et pourtant, ne peut-on essayer d'y voir clair, d'objectiver les critères d'appréciation ? Ce n'est pas réduire une œuvre d'art à des concepts étiés, ni évacuer la part du rêve, que d'affirmer que la forme n'est pas neutre. Lorsque les mêmes codes graphiques sont reproduits pour la 50^{ème} fois, ce n'est sans doute pas sans signification. Le contenu lui-même n'est-il pas tué par la répétition ? Ce qui est standardisé peut-il être bon, à considérer par exemple la BD belge, se demande J. Depierpont qui compare le créateur Franquin à l'un de ses imitateurs, le Seron des « Petits hommes » : ce dernier n'apporte rien dans le contenu lui-même, car à partir d'un certain stade de répétition il y a dégradation des schémas de départ.

Peut-on toutefois tirer de cet exemple une règle générale ? J.-L.

Lejeune cite Bazooka et ses décalques de photographies, qui traduisent une recherche documentaire plus qu'un souci d'innovation. Faire du neuf n'est pas un critère; ne pas en faire ne peut donc constituer le critère contraire, conclut-il. On objecte que dans le cas de Bazooka, la démarche est originale dans la mesure où l'objet reproduit l'est dans un but précis, tandis que certains jeunes dessinateurs n'apportent rien au point de le reconnaître eux-mêmes : ils ont leur maître. Encore en est-il pour lesquels le maître est une base pour aller plus loin, alors que d'autres s'y cantonnent, et quand on en vient au contenu c'est visible tout de suite, souligne J. Depierpont. Ce n'est plus une BD qui puisse se parer du terme « mode d'expression ». Ce phénomène de passage à vide de l'expression n'est pourtant pas propre à la BD : il n'a pas épargné le journalisme, la littérature, le cinéma... Et il y a aussi les dessinateurs qui faute de parvenir à renouveler le fond, multiplient au contraire les innovations formelles, sans avoir pour autant la main heureuse.

Le caractère volontiers répétitif de la BD actuelle doit effectivement être pris en compte, estime à son tour J.-M. Rosier, car dans cette BD à base de clichés il y a au niveau du montage, du graphisme, du contenu idéologique, un mécanisme qui occulte l'histoire, les problèmes sociaux, qui renforce les interdits d'une société.

REINVESTIR LA TRADITION ?

J. Depierpont évoque alors le principal mouvement actuel qui se dessine en BD : le retour formel au récit d'aventure traditionnel, avec un investissement idéologique nouveau. Un récit bien fait, lisible, minutieux, des décors soigneusement travaillés, beaucoup d'atmosphère, dans la tradition d'un Jacobs par exemple — nombre de dessinateurs actuels considèrent Jacobs comme quelqu'un d'important dans la mesure où il a mis en place une structure du récit qui reste assez ouverte, qu'on peut réorienter au profit d'autre chose.

Ce courant nouveau est productif car il repart de quelque chose pour aller plus loin. Le récit est débarrassé de sa fausse innocence, affecté d'une dimension sociale; les personnages ont enfin une épaisseur psychologique, ils sont engagés dans un processus historique — quitte à être broyés par lui. On peut citer la série des « Légendes d'aujourd'hui », l'une des plus intéressantes par le contenu politique et social. Ou encore Daniel Ceppi et son histoire d'un jeune marginal bousculé d'aventure en aventure : c'est la route de Katmandou à l'envers, ce n'est plus du tout le héros triomphant de toutes les embûches. Dans le domaine enfantin, outre « Buddy Longway » et « Simon du Fleuve » déjà cités, il y a « Les Peaux-Rouges » de Kresse, chez qui le héros a disparu, remplacé par un collectif : une tribu indienne.

C'est là sans nul doute une piste intéressante, pour qui se demande comme J. Horowitz ce qu'on attend de la BD aujourd'hui : s'agit-il seulement de délasser, ou aussi d'influencer ? G. Thoveron fait une comparaison avec le western, à propos duquel le critique Bazin a dit : « c'était une épopée, ça devient un roman ». On a parlé de western adulte à partir du moment où on y posait des questions d'ordre psychologique, en mettant le héros dans un contexte social. Exemples-types d'épopées en BD : « Guy l'Eclair » et « Tarzan » dans l'entre-deux guerres. Pas de problèmes de temps ni d'espace



Avec son dessin dépouillé, jouant à merveille du noir et blanc, Hugo Pratt met en scène un héros — Corto Maltese — qui sait pourtant se distancer, laisser la place aux personnages secondaires, et se faire complice des peuples en lutte. Un extrait de « Corto Maltese en Sibérie », dans le mensuel « A suivre ».

pour le héros qui ne vieillit pas, est toujours vainqueur, en parfaite harmonie avec l'univers qui l'entoure et sur lequel il fait régner son ordre, sa morale. Avec des héros à problèmes comme « Blueberry » par exemple, on passe à un registre d'expression plus difficile, plus ambigu, qui se rapproche de celui du roman.

RAHAN RACISTE ?

Mais ici le débat rebondit : ces deux voies actuelles de la BD — celle, plus ou moins prétentieuse, qui se perd en recherches formelles, et celle qui partant de la tradition, se veut plutôt novatrice par le contenu — ne sont-elles pas l'une et l'autre dangereuses, s'interroge Ph. Moins ? Et de citer en ce qui concerne la seconde de ces voies, l'article de J.-M. Rosier qui présentait « Rahan » comme

une BD enfantine progressiste. Ph. Moins n'était pas du tout d'accord, relevant des aspects très réactionnaires, malgré des références au matérialisme historique, chez ce héros super-viril de type aryen, beau blond apportant sa science à des primitifs moins fiers d'allure que lui... C'est aussi l'avis de J. Depierpont, qui voit dans « Rahan » une BD « très dangereuse et très stalinienne », et de G. Thoveron, pour lequel il serait aussi schématique de classer « Rahan » comme réactionnaire que de l'étiqueter progressiste : malgré ses côtés racistes sans en avoir l'air, c'est aussi une bande qui croit au progrès.

Il apparaît en tout cas que pour se réaliser, note J. Depierpont, la « seconde voie » de la BD actuelle implique aussi un changement formel, mais qui s'accomplit plus en douceur. Ce n'est pas l'éclatement à la Druillet, le rejet brutal des règles élémentaires de cadrage, de perspective, le refus d'aligner des cases les unes après les autres. Mais par exemple, on voit disparaître l'inévitable « à suivre » et la chute qu'il supposait (qu'est-ce qui attend le héros la semaine prochaine ?). Et la structure linéaire traditionnelle du récit peut subir des modifications, comme dans « Valérien ». Ph. Moins en conclut qu'en tout cas la voie est assez étroite, ce retour à la tradition n'ayant pas sans complaisances.

Reprenant l'exemple de Druillet, J.-M. Rosier montre qu'à force de faire éclater les codes, une certaine BD intellectuelle a fait éclater la BD elle-même. Ce qui n'est pas un jugement péjoratif : on a affaire à autre chose. Druillet relève plus de la peinture que de la BD (Paul Aron se demandera d'ailleurs pourquoi Druillet connaît un assez large succès malgré son audace formelle et sa pauvreté relative en « histoires »). Mais actuellement, ces recherches semblent piétiner. De l'autre côté, il y a institutionnalisation — avec les dangers que cela comporte — de la BD traditionnelle qui a acquis ses lettres de noblesse.

A propos de « Rahan », J.-M. Rosier précise que son article était la transcription d'un autre, destiné aux enseignants pour introduire la BD dans les classes. Le recours à la BD est en effet une tendance de la modernité pédagogique, avec le danger qu'on choisit souvent n'importe quoi. Or, s'il est vrai que le graphisme de « Rahan » recèle des dangers dans son rapport à l'idéologie (voir questionnaire en annexe), il s'agit cependant d'une véritable BD pour enfants qui peut satisfaire le besoin d'imaginaire tout en posant certaines questions. Un rapprochement pourrait d'ailleurs être fait sur le plan du graphisme entre « Rahan » et « Simon du Fleuve » — encore qu'à la différence du premier, fait-on remarquer, celui-ci n'apparaisse pas comme un « moteur de l'histoire ».

« IL ETAIT UNE FOIS... »

Rappelant que « Rahan » est un héros de « Pif », l'ancien « Vaillant » — un magazine édité par le P.C.F. et qui nourrissait des ambitions idéologiques très marquées avant qu'elles se mâtinent d'ambitions commerciales —, G. Thoveron s'interroge sur le pourquoi du succès de cette bande : qu'est-ce qui fait qu'un large public de jeunes se reconnaisse dans une BD sortie d'une revue politiquement aussi étiquetée ? J. Depierpont souligne qu'en matière de BD enfantine, les acheteurs ce sont les parents : qu'est-ce qui est « accepta-

ble » pour les enfants eux-mêmes ? Quand on leur en donne l'occasion tout y passe, Gotlib avec... Mais finalement ce qui fait la force de « Pif » ou autres, c'est qu'on y raconte une histoire. Et si le code formel du récit reste rassurant, ce peut être une passerelle pour véhiculer en douce un contenu différent. C'est à ce propos que Rosier parlait dans son article, d'« effet brechtien » — les degrés de réussite de cette démarche pouvant bien sûr être inégaux.

Outre le fait de raconter une histoire, il y a aussi l'existence d'un héros. Ceux qui lisent « Rahan » sont Rahan, ceux qui lisent « Corto Maltese » sont Corto Maltese (avec chez ce dernier une certaine distanciation et une épaisseur plus grande des autres personnages). Le public s'investit dans sa lecture, et pour avoir un large succès une BD doit permettre une certaine identification. C'est ce qui expliquerait la réussite commerciale toute moyenne des « Peaux-rouges » de Kresse.

On revient ici à la distinction entre BD populaire et BD pour intellectuels, distinction qui s'applique aussi bien au roman : le contenu politique évident d'Eugène Sue ou des « Mystères de Marseille » de Zola ne les empêche pas d'être des romans populaires. Les techniques du roman populaire se retrouvent dans la BD : « A suivre » l'a bien compris et il est symptomatique que sa partie rédactionnelle exhume volontiers de vieux classiques comme Ponson du Terrail par exemple. Certaines bandes de cette veine vont plus loin que d'autres, comme on l'a vu. Avec « Les Phalanges de l'Ordre noir » (Pilote), on ne voit même plus de héros mais deux groupes qui s'affrontent (vieux phalangistes et vieux brigadistes). Le contexte historique est ici au premier plan de l'histoire racontée.

Faut-il conclure de ce qui précède qu'il n'y avait rien eu de marquant depuis Blake et Mortimer ? J.-L. Lejeune le conteste et s'étonne de ce que Rosier ait annoncé dans son article qu'on n'y trouverait « guère d'allusion à la BD marginale ». N'est-ce pas à laisser un trou qui se situe dans les années '60 ? Il a pourtant bien fallu qu'un jour quelqu'un dise : « ce n'est pas blanc, ce n'est pas noir ». Ceux qu'on qualifie d'intellectuels ont tout de même influencé la BD : on ne peut pas dire qu'aujourd'hui un Ceppi ignore Crumb, cet « anti-Disney ». On ne peut pas considérer Crumb comme un « marginal ».

Le tout est bien sûr de savoir à quoi se mesure la popularité. Si c'est à la masse de lecteurs, il faut constater que les tirages de Crumb (du moins en Europe) sont plutôt faibles. Reste l'influence exercée sur les dessinateurs, les scénaristes, les journalistes, etc. : on ne voit plus les choses de la même façon depuis Crumb, réaffirme J.-L. Lejeune. Mais la manière de lire, elle, n'a pas changé en vingt ans. Les images en tous sens, ça continue à dérouter, malgré '68. Le nouveau mode de narration n'a pas fait école. Le coup idéologique a tout de même porté. On a assassiné l'ancien héros.

A LA RECHERCHE DE LA « FORME-SENS »

J.-M. Rosier ramène le débat sur une question à laquelle il aurait souhaité qu'on réponde : où s'opère en fait l'investissement idéologique ? Quand on parle d'idéologie on en fait d'abord une affaire de contenu. Mais le graphisme n'est-il pas lui-même idéologique ? On ne lit jamais un simple contenu (le « signifié ») ni une simple forme

imagée (le « signifiant »). On lit toujours une BD dans un rapport double. Entre l'analyse idéologique et l'analyse sémiologique, la synthèse reste à faire. En quoi par exemple « Valérian » pourrait-il être considéré comme progressiste — au delà de la reprise, du coup de crayon qui rappelle ceci ou cela — sur le plan du graphisme aussi ?

Pour G. Thoveron, le problème c'est qu'on s'exprime en mots pour parler d'images. J. Depierpont pose la question autrement : Bretecher pourrait-elle avoir le même contenu en s'exprimant comme Lauzier et vice-versa ? Pour lui Lauzier use d'un trait « baveux », qui colle vraiment bien au sujet dans ses bandes où, si le fort triomphe du faible, ce n'est sûrement pas à des fins dénonciatrices mais avec la complaisance de l'auteur. A cet exemple, G. Thoveron ajoute celui de Pfeffer dans « Play Boy », avec son dessin d'une stabilité totale du début à la fin, qui implique la conception d'un monde immobile et immuable; tandis que chez Bretecher, si les personnages sont avachis, souvent étendus sur des sofas, cela correspond à la description d'un monde où les gens sont inertes, ce qui est autre chose.

Un autre exemple à propos de graphisme et d'idéologie, est celui de Tardi où, si l'on voit des personnages dont les traits ont souvent quelque chose de maladif, cela relève d'une volonté consciente d'après le scénario : l'idéologie s'investit-elle alors dans le graphisme ou dans le contenu ? L'objectif de Tardi est de démystifier le récit traditionnel, et c'est plus ce dernier qu'il prend pour référence que le réel lui-même (d'où certains effets « rétro » un peu douteux peut-être, avec toutefois un souci de dépasser la parodie).



Dans un style hérité d'Astérix, destiné au grand public, Mézières prend la science-fiction pour cadre et prétexte d'une réflexion « par la bande » sur les problèmes de notre temps. (« L'Ambassadeur des ombres »; scénario : Chrisin; Dargau éditeur).

Encore faut-il savoir si le personnage est nécessairement conçu avant d'être dessiné. Il y a des créateurs qui ne passent pas par le scénario. Mais en fait, au moment où le dessinateur fait ses premiers croquis, même sans scénario, ne cherche-t-il pas simultanément les traits du personnage et son caractère, peut-être de façon inconsciente ? Déterminer où se situe « l'investissement idéologique » paraît alors assez compliqué.

A propos de Tardi, on pourra remarquer que trois bandes de cet auteur — « Adèle Blanc-Sec », « Griffu » et « Ici Même » — qui sont trois BD fort différentes, aux scénarios très dissemblables, sont pourtant toujours du Tardi, sont *d'abord* du Tardi. La BD ce serait donc d'abord des images, estime J.-L. Lejeune. Mais faut-il penser que les mots sont impuissants à parler des images ?

Pour D. Dupont ce serait croire que le langage ne peut parler que du langage, ce qui est faux. Il distingue d'abord la BD comme objet idéologique, pour l'auteur qui la réalise, et là il y aurait des études à faire sur les méthodes de travail. Ensuite il y a l'*effet idéologique produit* par la BD : c'est le niveau de la lecture. Celle-ci se pratique sur un double plan visuel et textuel. Les mots peuvent analyser les deux niveaux à condition de se doter des moyens d'analyse appropriés pour chacun d'eux et de respecter leur spécificité respective. Ces méthodes existent. Et l'on peut déboucher, en BD comme en tout système de représentation, sur ce que Rosier appelle la « forme-sens ». Le contenu est à la fois contenu d'image et contenu de texte; les deux sont indissociables.

On peut illustrer cette idée en prenant l'exemple d'un personnage qui serait censé représenter un bourgeois. Quand on dit : « ça c'est un bourgeois », on regarde la BD comme production idéologique; on ne parle pas encore des effets idéologiques produits, notamment par la façon dont le personnage est dessiné. Un bourgeois peut être rendu de façon sympathique ou antipathique. Dire que Lauzier a un trait « baveux » c'est faire un début d'analyse graphique mais très subjective (que veut dire « baveux » ?). C'est de la sensation graphique exprimée en mots. Il serait pourtant intéressant, souligne J. Depierpont, de savoir en quoi les univers de Tardi se ressemblent, en quoi ceux de Giraud, quel que soit le scénariste.

LA RELATION A UNE EPOQUE

Comme le fait remarquer J.-L. Lejeune, à une certaine époque apparaissait comme progressiste tout graphisme qui avait valeur de provocation par rapport à Tintin et Spirou. Alors comment juger des effets réactionnaires du trait de Lauzier ? Par rapport à une certaine époque justement, répond Depierpont pour qui il est clair que ceux qui aujourd'hui dessinent « comme » Peyo, avec un trait rond, léché, rassurant, sont socialement conservateurs. Les copieurs de Franquin ont fait « du » Franquin mais en le rendant lui aussi rond et léché, parce qu'ils n'avaient plus rien à dire. C'est par rapport à une époque qu'un type de graphisme qui surgit peut provoquer la réflexion. A quoi J.-L. Lejeune répond qu'actuellement il n'y a justement rien qui soit sûr et qu'on peut imaginer un dessinateur alliant un graphisme mou à un contenu dynamiteur, ne serait-ce que par jeu. Il en conclut qu'il n'est pas possible d'analyser idéologiquement un graphisme.

Dominique Snyers quant à elle, estime que ce qui est intéressant, c'est ce que portent les dessins. C'est par exemple que dans les BD réactionnaires, la femme est toujours à la cuisine, qu'elle soit dessinée avec un marqueur ou à l'encre de Chine. Pourtant, insiste J. Depierpont, la façon dont cette femme est dessinée a aussi son importance. Il y a un contenu proprement graphique. Parfois, la façon de dessiner est le contenu.

Revenant sur la notion d'effet idéologique, J.-M. Rosier montre que celui-ci provient toujours, en BD, d'un rapport entre l'image et le texte au sens large (qui peut être le montage, le simple mouvement des personnages). Il regrette qu'on saisisse mal ce rapport et qu'on se livre à des analyses purement formelles ou de pur contenu, comme l'ancienne critique littéraire. Mais ne peut-on penser, s'interroge J. Nobre, que dans certaines conditions de production le texte et l'image ne « collent » pas ? J.-M. Rosier rapporte qu'au Portugal, il y a eu des BD dans le style « Buck Dany » qui dénonçaient le rôle de la police fasciste : ceux qui ne connaissent pas la langue pourraient se dire que c'est réactionnaire ; dans ce cas l'effet idéologique produit viendrait uniquement du dessin.

Pour J. Depierpont, ce qu'on ressent avec « Buck Dany » c'est moins la casquette et le menton caractéristiques, que la façon dont ils sont tracés : Tardi leur donnerait un autre caractère. La patte du dessinateur joue un rôle idéologique ; comment situer ce rôle ? On bute sur les mots. Il faudrait savoir, demande Ph. Moins, si la signification d'un graphisme est essentiellement liée à une époque, ou s'il y a en général une façon de dessiner qui serait idéologique. Non, car ce serait verser dans l'idéalisme... J.-L. Lejeune rapporte qu'il avait été frappé par des caricatures du début du siècle, anticléricales, antiautoritaristes. Les dessins étaient bons, dans un style arraché. Ils étaient publiés dans un journal satirique d'extrême-droite.

Ce qu'il faut voir dans le cas de « Buck Dany », poursuit J. Depierpont, c'est que la nuque et le menton sont très schématiques et que ce schématisme graphique (à ne pas confondre avec de la stylisation) correspond à un schématisme idéologique : le graphisme est aussi manichéen que le texte.

D. Dupont remet en garde contre la confusion entre deux systèmes de signes. Il fait remarquer que le langage verbal est celui dont on se sert dans la communication habituelle entre hommes. Il est donc plus facile à analyser et à comprendre, en général, que le langage des formes et plus encore le langage musical, qui jouent un rôle subsidiaire dans la communication usuelle. Sans oublier que dans la BD il y a non seulement présence, mais interpénétration de deux langages.

PAS DE CRITERE UNIVERSEL

A propos de musique, J. Nobre prend l'exemple de Wagner, dont la seule audition lui fait entrevoir un défilé de troupes, tandis que Verdi lui évoque la joie révolutionnaire. Aurait-il éprouvé les mêmes sensations s'il avait ignoré l'utilisation de Wagner par les Nazis et le rôle joué par Verdi dans l'unification italienne ? Il n'y a bien sûr pas de critère universel, souligne J.-M. Rosier : on est toujours « en situation ». Et G. Thoveron d'évoquer la musique du

Moyen-Age, qui nous paraît triste alors qu'elle est mise sur des paroles gaies : c'est que notre subjectivisme social a changé.

On connaît l'exemple classique de Balzac, que Marx préférerait à Sue, pourtant situé à gauche contrairement au premier. Mais Balzac, explique G. Thoveron, nous aide bien mieux que Sue à comprendre la nature de son temps. Ne pourrait-on dès lors se demander si Lauzier ne peut nous aider à comprendre notre société, malgré les côtés déplaisants qu'il a pour nous ? D. Dupont revient par contre sur l'exemple de Zola, cité plus haut pour son « contenu politique évident » (sous entendu : progressiste). C'est là selon lui, s'en tenir à une lecture superficielle du texte, au lieu de pousser jusqu'à l'analyse de « l'idéologie produite et reproduite » par les textes. Celle-ci fonctionne pour une bonne part — on l'a démontré notamment chez Zola et Sue — selon les modes dominants de l'époque. Ainsi « L'Assommoir » ne fait-il que reproduire le discours bourgeois sur l'alcoolisme en milieu ouvrier : progressisme relatif comme on voit.

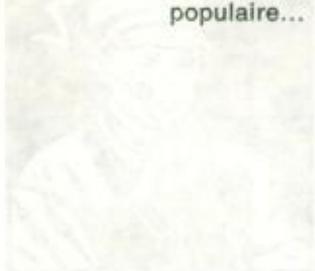
Pour J.-M. Rosier lui aussi, l'important c'est moins de savoir ce qui « est » de gauche ou de droite, que d'étudier les effets idéologiques produits (qui ne coïncident pas toujours avec l'idéologie personnelle de l'auteur). Pouvoir décrypter les effets idéologiques produits par les BD, permettrait de démystifier toute une série de BD qu'on croit innocentes. Car quand on dit BD « politique », le plus souvent on dit la BD progressiste, comme si l'autre n'était pas politique : dans une histoire de « Simon du Fleuve », une simple silhouette de combattant palestinien, accompagnée d'un commentaire très général sur la liberté des peuples, avait suffi à susciter de vives protestations parmi les lecteurs de « Tintin » — où cette série est publiée — outrés par cette intrusion de la « politique »... Il s'agit, donc, de savoir quel message une bande porte, et dans quelle mesure ce message est conditionnant.

BD-OBJET ET INFRA-BD

D'autres questions ont été abordées pour terminer. Particulièrement celle de la BD objet de collection et de spéculation — conséquence de son institutionnalisation. Il y a aujourd'hui des gens qui achètent une nouvelle BD en se disant que ce sera sa première édition... Ce qui donne la mesure du paroxysme atteint. Ils achètent pour stocker, même si ça ne leur plaît pas. En BD ce phénomène porte sur l'ensemble de la production, ce qui n'est pas le cas en littérature même si l'on fabrique des livres-objets. Il y a les spéculateurs qui veulent revendre et les « spéculateurs intérieurs », qui ne se dessaisiraient pas d'une pièce quelle que soit sa valeur sur le marché.

Cet engouement, se demande J.-M. Rosier, serait-il le signe d'un vide — que la BD aurait vocation de combler — entre la littérature d'avant-garde en circuit fermé et Guy des Cars ? Des intellectuels ont bien caressé le rêve d'entrer en contact avec un large public par le biais de la BD. Il semblerait pourtant que ce contact n'ait pu se faire : beaucoup de gens ne comprennent pas les bandes dessinées. Dans l'enseignement secondaire, l'investissement idéologique renouvelé semble écarter les 14-18 ans ; la BD devient un phénomène soit d'adultes, soit d'enfants.

G. Thoveron remarque enfin que la BD est lue dans les classes moyennes et le « prolétariat supérieur », tandis que les banlieues industrielles se nourrissent plutôt des petits fascicules à bon marché déjà évoqués au début du débat, mal écrits, mal dessinés, ou de romans-photos. Il faudrait étudier cette « infra-BD » dont les tirages sont effarants quoiqu'éphémères; par exemple ces revues pour femmes comme « Confidences », qui ont un impact énorme. Car — triste conclusion — ce qu'il y a de plus mauvais en BD est le plus populaire...



Un extrait de « A l'Est de Karakulak », par Ceppi, Ed. Humanoïdes associés. A l'opposé de l'éclatement formel qui caractérise une certaine BD « intellectuelle » et a conduit un Drulllet à la lisière de la peinture, Ceppi est de ces jeunes dessinateurs qui renouent avec le vieux récit en l'investissant d'un contenu idéologique nouveau.

chers collaborateurs



Un dessin dur, cynique, à l'image — mais accusatrice — de la société capitaliste « avancé ». C'est celui de Chantal Montellier (ici dans « 199 », Ed. Humanoides associés) qui a aussi dessiné pour « France nouvelle » et autres revues du PCF.

Annexes

Réflexions sur la bande dessinée

Réponses de Jean-Maurice Dehousse, ministre de la Culture française, aux questions proposées par Jean-Maurice Rosier aux participants à la table ronde.

1. Existe-t-il une distinction nette entre BD populaire et BD pour « intellectuels » ou au contraire, cette ligne de démarcation doit-elle être « nuancée, fouillée, contestée même » ? (1).

1.1. L'affirmation doit être à la fois nuancée, fouillée et contestée.

1.2. Nuancée parce qu'il n'est pas toujours aisé, sauf à pratiquer des simplifications outrancières, de situer telle ou telle série de BD dans le domaine « populaire » ou dans la catégorie « intellectuelle ». Un exemple est fourni par Astérix, qui peut provoquer la joie d'un enfant de six ans et en même temps, susciter l'intérêt d'un cadre de quarante ans qui y trouve un autre type de plaisir et d'autres éléments de réflexion. Bref, c'est tout le problème des « lectures à plusieurs niveaux » qui est posé.

1.3. La même affirmation doit être fouillée car, surtout après 1950 et sans parler de 1968, il est évident que certaines BD renoncent à s'adresser au grand public pour viser un nombre plus restreint de lecteurs, tendant par là à se couper de la base populaire qui, jusqu'alors, apparaissait comme la condition même de la survie d'une série.

1.4. Enfin, l'affirmation doit être contestée dans la mesure où certaines BD éminemment populaires peuvent, avec le temps, être captées par ce que j'appellerai faute de mieux des « intellectuels » et perdre dans une large mesure leur caractère populaire. Ainsi *Gordon l'Intrépide* fut pendant vingt ans une BD très populaire mais est devenu aujourd'hui une série « intellectuelle ». Le phénomène inverse peut également être relevé. Il s'ensuit que la situation même d'une série par rapport à la polarisation « populaire-intellectuelle » peut varier dans le temps, ce qui implique que, loin d'être la seule valeur déterminante, la « nature » de la série peut être infléchiée par d'autres facteurs, et notamment la capacité d'adaptation du lecteur.

2. La BD est-elle en train de quitter l'instance de la littérature de grande consommation pour rejoindre la littérature de champ restreint ? (2)

Il me paraît que certains types de BD s'inscrivent dans ce qu'il est convenu d'appeler la littérature de champ restreint; tel est le cas, par exemple, de certaines séries dont la politisation atteint un degré insupportable pour le lecteur moyen (ou pour les circuits de distribution, ce qui soulève d'autres problèmes) et de certaines séries érotiques ou pornographiques.

3. La BD a pu atteindre des sommets d'asservissement idéologique au temps de la « Semaine de Suzette » et de « Tintin chez les Soviétiques ». Le genre s'est « totalement retourné de l'intérieur, est devenu un lieu de subversion culturelle »... Partagez-vous cet avis généreusement optimiste ? (3).

Oui, dans la mesure où Bécassine n'est pas remplacée, et où le contenu idéologique de « Tintin et les Picaros » est à des années-lumières de celui de « Tintin aux pays des Soviétiques ».

Non, dans la mesure où n'importe quelle forme d'art, considérée globalement pour une période déterminée, véhicule toujours l'idéologie dominante de cette période.

(1) D'après Michel Vovel dans la revue « Histoire » n° 3, juillet-août 1978.

(2) D'après Dubois et les travaux de Bourdieu.

(3) C'est celui de Guy Konoknicki dans « Balades dans la culture », Ed. Sociales, Paris, 1978.

4. *Comment s'opère l'investissement idéologique dans la BD ? Est-il décelable au niveau de l'intention signifiée ou de la forme signifiante ? Au niveau dialectique de la « forme-sens » ? Peut-on parler de « graphisme idéologique » ?*

4.1. A la fois inconsciemment (cf supra) et consciemment (quand un auteur réagit délibérément contre l'idéologie prédominante),

4.2. Où se situe exactement la frontière de « l'intention signifiée » et de la « forme signifiante » ? Par exemple, où passe cette frontière lorsque sous l'occupant nazi, Jijé dessine et fait publier *Don Bosco* ?

4.3. Oui il peut y avoir une dialectique de la forme-sens. Mais, ici encore, elle peut être consciente ou inconsciente.

4.4. Oui dans la mesure où, comme disait Jean-Luc Godard en matière de cinéma, « le montage est affaire de morale ».

5. *Est-il évident que dans la BD les mécanismes idéologiques sont proches de l'illusion fantasmatique ? (4) Si oui, n'est-ce pas « tuer » la BD que de lui injecter un contenu politique conscient ?*

Ne disposant ni d'une connaissance ni d'un résumé suffisant de la pensée de LACAN, je n'ose me prononcer sur les proximités de « l'illusion fantastique » et préfère attendre que ce concept ait été popularisé et, pour tout dire, traduit.

6. *La politisation de la BD heurte-t-elle ou non les textes législatifs en vigueur sur les publications destinées à la jeunesse ?*

Je ne connais pas en Belgique de cas qui ait impliqué un blocage à ce niveau, en dehors du problème très spécifique d'une utilisation du personnage de Tintin qui relevait pour les uns de la satire et pour les autres du plagiat.

C'est davantage dans le domaine de l'érotisme et de la pornographie que l'on peut craindre un affrontement avec les textes législatifs et leurs gardiens.

7. *Si non, n'est-ce pas parce que le pouvoir de la BD s'est considérablement amenuisé au profit de la TV ou du cinéma ?*

7.1. Je ne le pense pas. Mais ce qui est vrai c'est que, dans l'ordre de leur influence respective, la télévision, le cinéma et la BD ont considérablement modifié ce que le public considère généralement comme un « contenu acceptable », et ont fait sentir leurs effets dans le sens d'une libéralisation croissante.

Mais la BD n'a pas fait que bénéficier de cette libéralisation : elle y a participé pour une part qui est loin d'être négligeable.

7.2. D'autre part, il est évident que l'irruption de la télévision dans la vie culturelle et dans la vie tout court, et l'immense importance acquise ces vingt dernières années par ce moyen privilégié de communication collective, ont eu pour effet de diminuer, au moins de façon relative, l'impact socio-culturel des autres secteurs culturels.

Cependant, cette diminution relative est compensée par l'importance croissante qu'a prise la vie culturelle en général, beaucoup plus significative aujourd'hui qu'il y a vingt ans et ce dans toutes les classes de la population.

A cet égard, il me paraît évident que non seulement la BD a maintenu son rayonnement culturel, mais qu'elle l'a accru, notamment grâce au deuxième âge d'or qu'elle a traversé dans notre pays à la fin des années soixante et au début des années septante. C'est du reste ce qui explique que tant de lieux de réflexion — et notamment les Cahiers Marxistes — trouvent utile de se pencher sur la BD. Pour ma part, je m'en réjouis, considérant que tout effort de réflexion est potentiellement bénéfique puisqu'il peut nous éclairer sur le monde qui nous entoure.

(4) Illusion fantasmatique : cf. Lacan

BIBLIOGRAPHIE :

« BD '78 », annuaire de la bande dessinée dans la communauté française de Belgique. Publié par le ministère de la Culture française à l'initiative de J.M. Dehousse. Un gros volume abondamment illustré.

Un moyen d'expression qui se cherche

Il y a un risque à classer. Quand on parle de genre *populaire*, par exemple, on confond souvent deux notions. Tantôt il s'agit d'un genre disposant d'une grande « popularité », c'est-à-dire très répandu, très diffusé. Tantôt il s'agit d'un genre surtout répandu dans le peuple, les milieux populaires. Les deux notions ne se recouvrent pas, au contraire (la culture dite de masse est surtout une culture de classe moyenne) (1).

Faut-il alors parler de BD pour enfants, de *BD pour adultes* ? Le production de grande série vise le public maximum, et, par la diversité interne du contenu, ses produits sont conçus à la fois pour plaire à tous. Un enfant ne comprend pas tout l'humour d'« Astérix », mais il apprécie, il rit quand même : cette histoire en images comporte plusieurs degrés de comique, de manière à ce que chacun y trouve quelque chose, mais tous n'y tirant pas profit des mêmes choses.

On peut au contraire distinguer une *BD adulte*, c'est-à-dire une BD en pleine possession de ses moyens, de son langage, capable de servir de véhicule à toutes les sortes de messages. La publicité de certaines bandes les présentent comme des « romans » en images, considérant sans doute le roman comme le genre achevé de la littérature. Il n'y a pas de rapport obligé entre BD adulte et BD pour adultes : beaucoup de ces dernières sont infantiles.

Le « Nouvel Age d'Or » de la BD est le produit de plusieurs courants : les cercles de fanatiques (1962, France, Club des Bandes Dessinées, avec Lacassin et Resnais) qui mènent un combat de défense et d'illustration d'un genre à réhabiliter, la BD érotique (1962 encore, France, Barbarella dans V Magazine, et, aux Etats Unis, Little Annie Fanny dans Playboy); la BD satirique, ironisant sur les autres BD (1952, Mad Comics aux Etats-Unis) puis sur les media, la publicité, etc... (1955, Revue Mad, puis en France, Pilote, créé en 1959, avec ses Dingodossiers, évoluant, surtout après 1968, vers un Mad à la française); la BD politique (dès 1948, Pogo); et puis bientôt la BD « marginale » se développant dans un nouveau type de publication apparu en 1955 aux Etats-Unis avec Village Voice, en 1960 en France avec Hara Kiri. Ces expériences disparates sont liées au développement de la télé, qui vole leur public aux comics comme aux petits romans d'aventures : c'est plus facile et plus gai de voir une histoire que de la lire. La BD doit se chercher de nouveaux publics, et on s'attache à montrer aux intellectuels qu'il y a une BD pour eux, qu'il n'est pas déshonorant de la lire ou d'en parler. Cette opération réussie, tout devient possible. Toutes les expériences sont tentées, on va toujours de plus en plus loin, et cela débouche forcément sur les incertitudes et la crise actuelle. Sans doute assisterons-nous, bientôt, à des reclassements, à une mise en ordre. La BD, notons-le, n'a pas un siècle d'âge : on ne peut lui demander d'avoir donné des chefs-d'œuvre immortels, ni d'être aussi achevée que la littérature ou la musique. Quand nous parlons de BD adulte, il s'agit plutôt de BD en train de devenir adulte.

Dans ces conditions, on comprend qu'il soit souvent difficile de situer une BD entre gauche et droite, progressisme et réaction, parce que la recherche du moyen d'expression n'étant pas terminée, personne sans doute

(1) Voir sur la question le récent n° de la Revue Nouvelle, « Machines à rêver », n° 7-6, juillet-août 1978, et notre article « Culture sans nom », pp. 63-76.

ou presque n'est encore parvenu à une intégration satisfaisante de la forme et du fond.

Mais ce qui compte, est-ce d'avoir une BD engagée, politiquement parfaite, avec drapeau rouge et barricades, ou une BD qui nous aide à comprendre la nature du monde où nous vivons, la nature des hommes qui nous entourent et de leurs rapports sociaux, une BD qui nous aide à nous situer nous-mêmes ? Pour changer le monde, il faut le connaître, et c'est d'abord à connaître le monde que l'art devrait servir.

Gabriel THOVERON.

Mexique : « Los Agachados » mieux que sciences po ?

Le Mexique n'a plus aujourd'hui de révolutionnaire que la nostalgie de 1910, qui fit de Villa et Zapata des personnages mythiques mais qui laissa le changement social pour compte. Pourtant, la mémoire du peuple mexicain en est imprégnée; elle a intégré comme le fleuron de son patrimoine historique, ces velléités d'indépendance économique et politique qui au fil des années ont fabriqué le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI), seul aujourd'hui, même si en théorie il ne l'est pas, à régir la vie politique nationale, et à fournir des présidents de la République tous les six ans.

C'est un contexte qui favorise la caricature et la satire. Celle-ci est d'autant plus redoutable qu'elle vient de l'intérieur.

Depuis une dizaine d'années, l'éducation politique du mexicain passe par la bande dessinée. Cela ressemble à une boutade. Pourtant la réalité en est loin.

Avec la parution de « Supermachos » puis des « Agachados », Rius, leur auteur, a concrétisé un besoin qui se faisait sentir de manière diffuse au sein de la population : recevoir des informations autres que celles qui circulent dans les rails du PRI et dont la presse traditionnelle, la radio et la télévision sont imprégnées. « Le dessinateur Rius est devenu une sorte de mobilisateur de la conscience populaire » (1). Cette BD est un divertissement grinçant dont le but est moins de faire sourire que de faire réfléchir. Les « Agachados », les soumis; littéralement, les courbés. Les personnages que Rius met en scène semblent se traîner de page en page, supportant le lourd fardeau de la répression, de l'injustice, de la misère et à la limite, de la mort.

Il ne s'agit pas ici de philosopher gratuitement sur le sens de la vie politique nationale mais bien de faire de la BD un instrument de grand impact par l'attrait du graphisme, par le texte concis, simple mais pas simpliste, où les mots vont droit au but. « Cette BD devient explicitement et directement une arme de démythification et de combat social » (1).

Dès la parution de « Supermachos » qui traitait plus particulièrement des caractéristiques de la culture nationale, étudiants, ouvriers et paysans ont fait le succès du magazine.

Au Mexique, la BD suscite en général beaucoup d'enthousiasme et ce, indépendamment du contenu presque toujours insignifiant, contournant grossièrement les thèmes qui forceraient une prise de conscience des vrais problèmes auxquels le pays se trouve confronté : dépendance extérieure, politique de sécurité nationale, sous-développement, analphabétisme...

Pire, beaucoup de BD sont de pâles traductions ou copies de BD américaines qui distillent, comme les media conventionnels, des modèles culturels étrangers à la nation mexicaine à laquelle elles s'adressent, venant la tromper sur ses possibilités d'accès à de nombreux biens dont la possession est devenue synonyme d'élévation sociale.

(1) « Mexico, le pain et les jeux », TI, Keijman J.F. Held. Ed. du Seuil, 1969.

On peut dire que les « Agachados » constituent plus qu'un divertissement. Cette BD possède un pouvoir de contre-information, même si celle-ci n'est parfois que sous entendue ou suggérée; l'information en sourdine, si elle affine l'humour, évite aussi à son auteur d'être poursuivi pour « subversion sociale » (2).

Cette BD n'est pas un luxe. Ni le papier sur lequel elle est imprimée, ni le format, ni la présentation, ni son prix ne le font croire d'ailleurs.

Pas d'album fait pour durer, pas de couverture cartonnée, ce n'est pas un objet qu'on acquiert. On achète les « Agachados » comme on achète un quotidien d'information. On le consomme rapidement.

L'influence de cette BD est grande si l'on en juge par les commentaires qu'elle suscite; les « Agachados » font partie de la vie de tous les jours; on s'y réfère à tous propos. Proches du peuple, les personnages de Rius réagissent aux événements qui font l'actualité. Leur lecture suivie constitue un baromètre du climat dans lequel baigne le pays. Autre fait marquant, cette BD n'est pas un phénomène essentiellement urbain; même si les facilités de se la procurer en ville sont évidentes, leur diffusion s'insinue loin dans les campagnes.

L'impact de cette BD politique est donc un phénomène établi que le gouvernement mexicain n'ignore pas. Mais un semblant de liberté d'expression est parfois une meilleure garantie d'éviter des désordres sociaux voire des troubles politiques graves.

Monique HUENS.

(Collaboratrice au Centre d'Etude de l'Amérique Latine.)

BIBLIOGRAPHIE

- « Para el pato Donald », A. Dorfman, I. Mattelard, Siglio XXI 1976.
- « Mexico, le pain et les jeux », Cl. Keijman, J.F. Held, Ed. du Seuil 1969.
- « Características de la cultura nacional », UNAM Mexico 1969.

Les discours sur/par la bande...

Un absent de marque, quantitativement parlant dans le discours tenu aujourd'hui sur la bande dessinée, à savoir cette production que, pudiquement les sociologues ont baptisée : « bandes dessinées de hall de gare ». Partie honteuse et cachée, mais la plus lue, de l'iceberg imagé, cette BD populaire, au sens où elle est imposée aux masses, traduit et répète l'idéologie dominante et l'on croit volontiers qu'elle n'est pas pour rien, avec le roman-photos et le feuilleton T.V. américain, dans le conditionnement des mentalités et ce, bien qu'elle use des pires clichés et des stéréotypes graphiques et textuels les plus naïfs et les plus éculés. Sur cette BD de pure consommation, le discours critique est muet; élitiste, il se refuse à dénoncer les mécanismes d'une intoxication auxquels il échappe.

Reste donc la vraie, la bonne, la BD pour enfants, achetée et consommée par les adultes comme chacun sait. Cette production imagée est actuellement un vaste champ d'expériences diverses tant linguistiques que graphiques. A la différence de la BD de hall de gare, elle possède en ses composantes une tendance progressiste. En effet, en cette nébuleuse qu'est la BD, il y a Astérix, Tintin et Buck Danny, mais aussi Corto, Valérien, Simon du fleuve, Adèle Blanc-Sec, Buddy Longway. Sur ces êtres de papier, l'on a beaucoup écrit. Ce sont ces gloses et ces exégèses que l'on veut maintenant analyser; schématiquement, car pour les besoins d'exposition, l'on a répertorié trois orientations lesquelles sont :

1. — Le discours subjectiviste d'érudition.

Ce discours, celui des happy few de la marginalité, fonctionne à la sensibilité et refuse toute théorisation de ses passions ou de ses rejets. Volon-

(2) Art. 145 du code pénal; son interprétation abusive et fréquente constitue une des manières dont s'exerce la répression.



Toujours égal à lui-même quel que soit le scénariste (ici Manchette dans « Griffu », Ed. du Square), Tardi, que la parodie du récit traditionnel pousse souvent aux effets rétro, sait aussi se plonger dans la réalité d'aujourd'hui.

tiers frondeur par rapport à l'institution critique universitaire, ce discours antirationaliste renoue dans sa modernité avec la tradition de la critique dilettante de la fin du siècle passé, celle de Jules Lemaitre, collectionneur littéraire qui enseignait « l'art de jouer des livres ».

2. — Le discours sémiologique.

Celui-ci est la conséquence de la percée massive de l'esprit de « linguisterie » dans le domaine de la critique littéraire. Soumise au traitement des doctes sémioticiens, la BD plonge dans la grande aventure du signe et découvre ses structures narratives, ses codes chromatiques et typographiques. Parfois apanage de Trissotin touchés par la grâce linguistique, le discours sémiologique a mis en évidence la spécificité de la BD comme moyen d'expression, mais souvent il opère une lecture formelle laquelle néglige trop le rôle de l'idéologie sous prétexte de scientificité.

3. — Le discours didactique progressiste.

Pur et dur, faisant fi des nuances, fonctionnant à ras de signifié, aux antipodes du discours précédent, celui-ci brocarde la BD comme véhicule d'idéologie petite-bourgeoise. On concède volontiers qu'en ce qui regarde la BD belge de la guerre froide, les exemples abondent. Il n'empêche qu'à séparer fond et forme, ce discours montre vite ses limites. Occultant la tradition iconique et tous les phénomènes de distanciation, bref l'organisation imagée graphico-chromatique, il n'atteint l'idéologie que dans sa fonction sémantique et jamais dans sa fonction syntaxique.

Tel est en raccourci l'état présent du discours critique sur la BD. On conclut par un souhait, celui de voir naître une autre critique qui se mettrait à l'écoute de Freud, de Marx et de Saussure pour en finir avec l'esprit de chapelle. La BD y a tout à gagner.

Jean-Maurice ROSIER.

Cinquante ans de Tintin

Au moment où la Belgique fête cinquante ans de Tintin, il aurait été inconcevable que les *Cahiers Marxistes*, dont une bonne part de la présente livraison est consacrée à la bande dessinée, n'y alassent point de leur couplet spécialisé à propos du célèbre personnage d'Hergé. Il existe à propos de Tintin toute une métalittérature écrite sans doute, mais aussi cinématographique (1). Aussi est-il périlleux d'aborder le sujet sans tomber dans le rabâchage. Même si elles ne sont pas neuves, deux approches ont retenu notre attention et nous nous efforcerons de considérer le phénomène Tintin sous les aspects psychologique et idéologique.

Si *Les exploits de Quick et Flupke* (vraiment trop Bruxellois), *Jo, Zette et Jocko* (qui eux avaient des parents !) ou les éphémères *Popol et Virginie* (enfin un couple... mais d'animaux personnifiés), n'ont connu qu'un succès relatif, les aventures de Tintin ont battu tous les records : des albums traduits en vingt-cinq langues, environ cinquante-cinq millions d'exemplaires vendus de par le monde, des aventures reprises dans la presse périodique d'une trentaine de pays... Sans parler de Tintin au cinéma. Un tel succès ne s'explique que parce que Tintin rencontrait l'attente d'un public, un certain besoin d'aventure qui dort en chacun de nous.

Il y a Tintin personnage de bande dessinée. Il y a Tintin personnage de journal de bande dessinée. En effet, Tintin en album est un produit fini. Dans le contexte du journal créé en 1946 par Hergé, Paul Cuvelier, Edgar P. Jacobs, et Jacques Laudy, des effets de halo modifient le message. Il y aurait d'ailleurs beaucoup à dire sur les trente-deux ans d'existence du journal *Tintin*, ses avatars, ses contradictions. Pour s'en tenir aux toutes dernières années, il suffit de rappeler la « coexistence » de séries comme *Simon le fleuve*, d'Auclair ou *Comanche*, d'Hermann et Greg, avec d'autres, plus douteuses, comme *Michel Vaillant*, de Graton ou *Les casseurs*, de Christian Denayer. (On pourrait relever les mêmes contradictions dans *Spirou*).

Le moins que l'on puisse dire, c'est que Tintin, personnage de bande dessinée, a fait du chemin. Au propre, sinon au figuré. De *Tintin au pays des Soviets* (1929-30) à *Tintin et les Picaros* (1975-76), il a « visité » l'Union soviétique, le Congo, les Etats-Unis, l'Arabie, la Chine, l'Amérique du Sud, l'Ecosse, l'imaginaire Syldavie (quelque part dans les Balkans)... Sans oublier un détour par la lune. Mais, si les voyages forment la jeunesse, il faut bien admettre que Tintin a psychologiquement peu évolué. Par contre, son entourage s'est enrichi de nombreux personnages. Successivement vont graviter dans son orbite les Dupont et Dupond qui font leur entrée dans *Les cigares du pharaon* (1932-34), le capitaine Haddock dans *Le crabe aux pincés d'or* (1940-41) et le professeur Tournesol dans *Le trésor de Rackham le rouge* (1943). Quant à la Castafiore, une des rares figures féminines (et peu flattées), elle est déjà présente dans *Le sceptre d'Ottokar* (1928-39). De manière générale, ces personnages assez caricaturaux servent surtout de faire-valoir à Tintin.

Mais Tintin est-il vraiment aussi intéressant ? On l'a dit et redit : c'est un boy-scout, bien dans la lignée de *Totor*, *CP des Hannotons*. Paradoxalement, Milou qui hésite entre tentation et « devoir », qui se sacoule comme un homme, qui jure (« Nom d'un homme ! »), fait les poubelles..., est plus « humain » que son « maître ». Le capitaine Haddock, avec ses défauts, apporte lui aussi une dimension qui humanise la série (trop parfait, Tintin, malgré le désir avoué de son auteur, ne permet pas, ou ne permet plus une identification aisée). Etre faible, alcoolique, colérique, très enfant, en fin de compte (excepté l'alcool, naturellement), Haddock a un cœur d'or, mais il finit (entre deux aventures) en bourgeois parvenu, dans son château où il trouve normal que Nestor soit à son service en parfait larbin.

(1) « Moi, Tintin », d'Henri Roanne et Gérard Valet.

C'est là visiblement une image de la réussite qui entre dans les conceptions idéologiques d'Hergé. Le politique est souvent présent dans les albums de Tintin, les intentions dépassant la simple caricature pour enfants, style révolution d'opérette. Tout cela dans l'ambiguïté. Dans *Tintin au pays des Sovièts*, Hergé cumule tous les poncifs les plus débiles de l'anti-communisme le plus primaire de l'époque. *Tintin au Congo* (1930-31) reflète le racisme du temps. *Tintin en Amérique*, qui le suit immédiatement (1931-32), est une critique avant la lettre de l'« American way of life ». Mieux, *Le lotus bleu* (1934-35) qui — avec son souci du détail — marque un tournant (2), traduirait pour recourir à notre jargon, une vision « anti-impérialiste ». Dans *Le sceptre d'Ottokar*, sans doute, Tintin défend-il la monarchie, mais contre un dictateur nommé Müstler, amalgame de Mussolini et d'Hitler. Curieusement, cet album échappera à la censure allemande qui interdisait par ailleurs *Tintin en Amérique* et *L'île noire* (1937-38) parce que l'action se passe aux Etats-Unis et Grande-Bretagne. Plus près de nous, *Coke en stock* (1956-58), apparaît comme un plaidoyer contre l'esclavagisme. Pourtant l'ambiguïté demeure. Le dernier album paru, *Tintin et les Picaros* est révélateur à cet égard. Pour Hergé, « gorilles » à la chilienne ou « barbudos » à la cubaine, c'est du pareil au même.

Le petit bourgeois moyen s'y retrouve. Est-ce cette possibilité d'identification seule qui fait le succès de Tintin ? Pas uniquement. Selon nous, une forme d'humour obsessionnel qui ramène d'album en album les mêmes personnages, avec leurs traits de caractères immuables, et le jeu toujours recommencé de leurs interrelations (contrepèteries des Dupont et Dupond, surdité de Tournesol, chapelets d'injures du capitaine, la Castafiore et « l'air des bijoux », la boucherie Sanzot, ce casse-pieds de Séraphin Lampion...), finit par créer un système qui s'impose à force de cohérence.

On n'est pas très loin de la démarche d'un Jacques Tati, mais ce qui différencie le cinéaste du dessinateur, c'est que le premier est allé jusqu'au bout, jusqu'à l'absurde, jusqu'à l'insupportable : Hergé n'a jamais voulu de cette radicale remise en question. En fin de compte, notre société lui convient. C'est en cela qu'il est resté homme de droite. (Faut-il rappeler qu'il a fait ses débuts dans *Le petit vingtième*, supplément du journal catholique ultra *Le vingtième siècle*, que dirigeait l'abbé Wallez, fervent admirateur de Mussolini, et qui comptait Léon Degrelle parmi ses « collaborateurs ».) Ce n'est donc pas par hasard qu'Hergé accepte volontiers l'étiquette d'« anarchiste de droite » (3). Anarchiste ? S'il l'était vraiment, Hergé aurait bien ri de l'irrespectueux « Tintin en Suisse » de Charles Callico (4). Boy-scout, Georges Remi — né le 22 mai 1907 à Etterbeek — portait le totem de « Renard curieux ». Curieux renard, en effet...

Francis CHENOT et Nelly PASQUE.

(2) « Avant *Le lotus bleu*, je considérais Tintin comme une farce », déclarait Hergé, in *teview* que publicait « Vers l'Avenir » le 14 janvier 1976.

(3) « Hergé, le père de Tintin », en « Invité du mois » de « La Libre Belgique » du 30 décembre 1975.

(4) Hergé s'était porté partie civile contre ce qu'il considérait comme un « plagiat ». Qui pourrait contredire pourtant ce Tintin, affublé de Parents et de désirs « pervers », avec le héros d'Hergé ?

Enseignement et vulgarisation

Après les contributions de Jean-Jacques Heirwegh, Giovanni Carpinelli, Benoit Verhaegen, Serge Lewuillon, Anne Morelli et Annie Rayet, toutes consacrées aux problèmes des responsabilités sociales et politiques de l'historien, voici le texte d'un entretien centré sur la vulgarisation de l'histoire, (*) Robert Devleeshouwer, professeur à l'U.L.B. répond aux questions de Christian Dupont (CHEMa).

— *Pensez-vous que la vulgarisation de la connaissance historique soit utile ? Comment l'envisagez-vous ?*

R.D. — Pour définir ce qu'il faut entendre par vulgarisation, il faut peut-être mettre en évidence ce qu'est la fonction de l'histoire. L'histoire n'existe pas par elle-même, elle n'existe pas pour elle-même. Sa finalité est, en quelque sorte, de toucher un maximum de personnes de manière à ce que celles-ci en tirent les leçons, les enseignements et les réflexions grâce auxquelles elles peuvent exercer plus complètement leurs activités politiques, leur jugement sur la société.

Par conséquent et, quoique le mot ait des résonnances assez élitistes, que je n'aime pas, il faut, je crois, être favorable à la vulgarisation de l'histoire. Encore faut-il définir le contenu de cette vulgarisation. Si l'on parle de vulgarisation, on conçoit les choses

(*) Voir C.M. d'octobre, novembre, décembre 1978, ainsi que janvier 1979.

dans le sens d'une sorte de descente de la connaissance historique depuis les « spécialistes » jusqu'aux gens les moins informés, et cette « déflueuse » passe nécessairement par différents niveaux, marqués de pas mal d'ambiguïtés propres dans la mesure où elle réfléchit, d'une manière générale, et l'idéologie dominante et les contradictions qui se manifestent à cette idéologie. De ce point de vue, il faudrait ouvrir tout un débat sur ce qu'est l'histoire pratiquée par les professionnels. Mais supposons ce problème résolu et supposons que les ouvrages historiques soient le résultat d'une démarche toujours et nécessairement scientifique, embrassant tous les aspects de l'histoire qui doivent l'être. Le problème, alors, est de voir comment elle peut « défluer » jusqu'à l'homme le moins cultivé ou le plus illettré et elle le fait nécessairement par différents cheminement. Il existe des revues, il existe des ouvrages, il existe des conférences de type vulgarisateur qui, comme je le disais, sont marqués de pas mal d'équivoques. En effet, vulgariser cela veut dire laisser tomber une certaine partie des problèmes.

— *Nécessairement ?*

R.D. — Pas nécessairement. Mais cela peut signifier laisser tomber une partie des problèmes; et j'insiste bien sur cette notion qu'encore faut-il que les problèmes aient été complètement traités au niveau supérieur. Se pose alors la question de savoir ce qu'il faut abandonner : les notes en bas de page ou une partie de l'étendue de la démarche.

Par ailleurs, la vulgarisation se doit de tenir compte des différents niveaux de culture du public qu'elle veut toucher. Et de ce point de vue encore, les ambiguïtés ressurgissent. L'historien devrait penser à qui il s'adresse. Il y a les niveaux d'information préalables qui ne peuvent pas toujours être considérés comme acquis. Dès lors, les vulgarisateurs façonnent une sorte de « discours » valable en principe pour un lecteur, non spécialiste, moyen et abstrait. En fait, celui-ci est toujours un petit, moyen ou grand bourgeois (la différence n'a pas beaucoup d'importance parce que les références idéologiques sont les mêmes sur l'essentiel). On met donc en place une vision convenue implicite de l'histoire. Cela est renforcé par le fait que les revues d'histoire sont mises en œuvre (il ne faut jamais l'oublier) en termes de commercialité (rentabilité, survie). Et comme les petits-moyens-grands bourgeois ont les surplus économiques et les préalables culturels qui n'existent pas en milieu populaire, c'est sur leur logique que l'on travaillera en l'intensifiant en retour.

Il reste que, de toute manière, la vulgarisation informe. Encore s'agit-il de savoir si l'on peut informer hors de toute perspective idéologique. A mes yeux la perspective est toujours idéologique même si en apparence on s'en tient simplement aux faits.

Très souvent quand « on ne s'en tient qu'aux faits », on flatte un certain goût du pittoresque, un goût du remarquable ou du scandaleux qui correspond à une philosophie de la société laquelle, en fait, consiste dans l'élimination de la réflexion historique. A l'intérieur de cette philosophie, et parce qu'elle est telle, il y a, bien entendu, de très grandes variations selon les conférenciers, selon les ouvrages, selon les revues. Mais, même lorsque la vulgarisation se situe au niveau le plus mauvais, je crois qu'elle représente une contribution à retenir.

— *Si je vous comprend bien, même un historien comme Castelot est intéressant dans la mesure où il donne le goût de l'histoire ?*

R.D. — Castelot est l'un de ceux qui dénaturent le plus l'histoire dans la mesure où il pratique l'exaltation des événements pour eux-mêmes ou éventuellement l'exaltation d'une personne comme Napoléon. Prenons cet exemple très mauvais mais qui, à mon sens, est rapportable à pas mal d'autres de meilleure qualité; ce qui fait l'intérêt de Castelot, c'est qu'effectivement il donne le goût de l'histoire. Ce qui fait le danger de Castelot, c'est qu'il risque de bloquer ceux qui ont ce goût dans l'impasse des philosophies aberrantes de l'histoire; c'est-à-dire qu'une fois pour toutes ils seront conditionnés à admirer les grandes hommes, spectateurs ébahis des grands événements, à être en quelque sorte complices d'une description idiote de l'histoire. Seulement, je crois que même cette démarche est préférable à celle de la non-information. Si tout un conditionnement extérieur fait que les gens sont portés à avoir de telles admirations et de tels consentements il est certain que parmi ceux qui sont touchés par la vulgarisation historique, et à mesure qu'ils avancent dans leur information, il en est une partie qui nécessairement quitte ce stade informatif. Car, en histoire comme dans tous les autres domaines, il y a, à partir d'un certain moment, saturation des niveaux inférieurs d'information.

— *Mais ce goût de l'histoire n'est-il pas lui-même idéologique ? C'est un goût de l'histoire pour elle-même; ce n'est pas le goût de l'histoire tel que nous historiens se réclamant de la gauche le concevons.*

R.D. — Ce goût étroit de l'histoire étroite comporte manifestement une philosophie qui est la non-discussion des philosophies dominantes puisqu'il consacre en soi le grand personnage.

C'est une reproduction de l'idéologie dominante, mais même celui qui s'en tient à ce niveau est déjà à un niveau supérieur à celui qui ignore tout.

— *De la même façon qu'il vaut mieux lire un mauvais journal que pas de journal du tout.*

R.D. — Evidemment. Car, de la masse des faits rapportés, même s'ils sont anodins, se dégage fatalement des situations qui portent à réflexion. C'est la raison pour laquelle, actuellement, l'enseignement de l'histoire est tellement attaqué : on sait que quel que soit son niveau, et il peut être médiocre, il risque d'en rester quelque chose... Dans l'autre hypothèse (le non-enseignement) on a la sécurité de l'absence d'une contestation qui pourrait être tirée d'un parcours historique.

— *Quelle est la démarche positive que l'historien de gauche, qu'il soit universitaire, instituteur ou professeur du secondaire, peut avoir vis-à-vis de cette vulgarisation ?*

R.D. — D'une part, je crois qu'il a peu d'emprise sur cette vulgarisation parce qu'elle passe par des circuits commerciaux qui lui échappent. Mais, d'autre part, si l'occasion lui est donnée de participer à des processus de vulgarisation, je crois qu'il ne doit jamais

refuser d'y intervenir parce que là, il a une responsabilité sociale indépendante de la pratique technique de son métier.

— *Le problème n'est-il pas de savoir comment il va intervenir ? Va-t-il dévoiler un autre champ historique, une autre problématique, d'autres faits — ou critiquer d'abord l'adversaire sur son propre terrain ? Autrement dit, est-ce qu'il doit critiquer Decaux, historien des amours royales du 17^me siècle, en tentant de montrer les mécanismes idéologiques qui sous-tendent sa problématique ou expliquer dans quelle mesure c'est toute une société qui permet de telles « vies amoureuses ». Ou bien peut-il ignorer Decaux et mener sa barque directement vers d'autres types de sujets : l'histoire économique et sociale, la condition des producteurs à telle époque... etc.*

R.D. — Je répondrai tout simplement que c'est selon les circonstances parce qu'en fait le matraquage idéologique dans la vulgarisation de l'histoire est constant, permanent et généralement contrôlé par une idéologie conformiste. Par conséquent, les rares circonstances dans lesquelles l'historien de gauche peut intervenir sont variables et je crois qu'il doit adapter aux circonstances et le choix de son sujet et le type de discours qu'il met en œuvre, comme les historiens traditionnels d'ailleurs.

— *Vous ne croyez pas à la possibilité de construire un projet politique de vulgarisation pour des historiens qui se situeraient à gauche ?*

R.D. — C'est une affaire de marché, et dans la mesure où la gauche est faible sur ce plan, elle ne touchera pas le public avec les moyens que peuvent mettre en œuvre ceux qui disposent de capitaux. La gauche est incapable, en fait, de réunir les moyens matériels nécessaires à la publication d'une revue « facile à lire », abondamment illustrée, attrayante pour la publicité. D'autre part, s'il est possible à un historien de gauche de donner sa contribution à une revue existante, et parfois à la limite la circonstance se présente, il doit l'accepter. Dans ce cas-là, il doit se montrer tel qu'il est, vu le contexte, en mettant en évidence principalement les contradictions du mode de pensée dominant.

— *Ne serez-vous pas d'accord pour dire que la vulgarisation représente un champ de lutte politique et idéologique important ? La gauche ne doit-elle pas tout de même tenter de penser, en tenant compte de ses faibles moyens, des types alternatifs et autonomes de vulgarisation ?*

R.D. — La gauche doit mobiliser tous les moyens dont elle peut disposer, qu'elle peut mettre en œuvre en sachant que dans une société telle que la nôtre, ils sont plus faibles que ceux des défenseurs de l'idéologie dominante.

— *Un de ces moyens qu'il est facile d'organiser est ce qu'on appelle habituellement l'animation culturelle. Elle peut être faite par des historiens : cycles de conférences, actions centrées sur des petites populations, des quartiers, des villages éventuellement... Voyez-vous cela comme possibilité pour la gauche ?*

R.D. — Tout ce qui peut être fait, doit être fait. Mais il faut savoir, et cela n'est pas du pessimisme, que cela constitue en quelque sorte un bricolage à la base, opposé à une énorme machinerie sociale. Mais cela doit être fait, quoique sur ce point je n'ai pas beaucoup d'illusions. Je ne sais pas dans quelle mesure ce type d'animation est intéressant. Je me rappelle avoir discuté dans une maison de jeunesse du film « La Question royale ». Cela ne réunit chaque fois qu'un petit nombre de personnes qui alors sont très souvent motivées et convaincues à l'avance. Leurs questions, alors, portent sur de tous petits points, pas sur des problèmes généraux qu'ils auraient pu affiner.

— *Quand on discute des problèmes idéologiques, puisque l'histoire fait partie de la sphère idéologique de la société, on en arrive fatalement à l'enseignement. L'illusion a existé que l'enseignement résoudrait tous les problèmes idéologiques, je suppose que là vous n'êtes pas d'accord.*

R.D. — Je ne crois pas que l'enseignement les résoud car cela supposerait qu'il soit l'instrument grâce auquel une société peut se transformer, alors qu'une société se transforme en termes de structure fondamentale.

— *Il n'empêche que l'enseignement est aussi un terrain de luttes politique et idéologique. Est-ce que, d'après vous, l'enseignement — de l'histoire tout particulièrement — a été véritablement rénové ?*

R.D. — Je suis mal placé pour en juger. A la différence de certains professeurs d'université, je ne suis pas en contact permanent avec la *pratique* de l'enseignement secondaire; d'autre part, j'ai tout de même des contacts assez fréquents avec des enseignants du secondaire et je me suis intéressé à ces questions. J'ai l'impression que la réforme de l'enseignement, dans le sens du rénové, particulièrement en histoire, a été poursuivie par des gens très désintéressés, souvent de gauche, qui ont consacré un temps considérable à sa mise en œuvre. Je crois d'autre part, que sur ce point, la partie est perdue. Et je crois aussi, comme je le disais à l'époque, qu'elle ne pouvait pas être gagnée pour des raisons qui tiennent aux structures fondamentales de la société et aux moyens dont l'Etat pouvait disposer pour réaliser les réformes proclamées.

En effet, à mes yeux, ce qui rendait impossible la réforme de l'enseignement, particulièrement en histoire, c'était la démarche proclamée d'après laquelle chaque étudiant du secondaire serait en quelque sorte transformé en un petit chercheur. Par la confrontation des textes, il pourrait déboucher sur certaines conclusions qui, précédemment, lui étaient proposées du haut de l'estrade. C'était une illusion parce que l'élève du secondaire ne dispose pas du nombre de textes et du temps nécessaire pour faire la démarche qui devrait l'amener aux conclusions auxquelles le chercheur consacre tout son temps. Il faut noter que la démarche est une démarche tronquée finalement. Elle consiste en ceci qu'en principe, c'est l'élève qui doit découvrir la réalité par les textes. Or, il n'a pas assez de temps pour le faire.

— *Est-ce seulement une question de temps ?*

R.D. — Ce n'est pas uniquement une question de temps pour l'élève. Aurait-il le temps, qu'il ne pourrait pas formuler, par manque de structures préalables, ce que l'on attend de sa démarche critique.

Par ailleurs, un autre défaut que l'on peut reprocher particulièrement à l'enseignement de l'histoire c'est que l'élève devrait faire des recherches personnelles, alors que ni lui, ni les bibliothèques d'écoles ne disposent du matériel nécessaire. Même si celui-ci existait, les élèves devraient rester plus tard à l'école ce qui ouvre un problème supplémentaire. Quand les élèves quittent tard l'école, s'ils appartiennent à une famille aisée, généralement on trouvera le temps de venir les chercher en voiture; si ce sont des élèves qui habitent la périphérie d'une ville et qui ne sont pas aisés on imagine toutes les difficultés que cela implique pour eux. C'est impraticable pour des élèves d'origine populaire. C'est relativement praticable à condition que les moyens existent.

Lorsque les moyens n'existent pas, ce qui est la situation actuelle, les élèves des classes populaires sont considérablement désavantagés parce qu'on leur impose une initiative qu'ils sont incapables d'assumer : parce que culturellement leur milieu familial ne peut suppléer aux difficultés de leurs « recherches prématurées ».

Au contraire, dans les milieux bourgeois, les parents, les amis des parents, éventuellement des étudiants payés à cette fin, peuvent y suppléer sous deux formes : d'abord par la démarche intellectuelle en aidant à faire le travail (ce qui se passe très souvent); en deuxième lieu, en fournissant la bibliographie nécessaire, soit qu'ils sachent quoi faire, soit qu'ils achètent de quoi faire. Et dans tous ces cas, bien entendu, le fossé culturel et le fossé matériel qui différencient les élèves des classes populaires des élèves des classes aisées est considérablement renforcé, contrairement aux espoirs qui avaient été formulés de manière optimiste parce que tout simplement les situations matérielles étaient ignorées au nom d'une sorte de prosélytisme enthousiaste.

— *Il y a cependant des choses qui ont été éliminées : les batailles, les grands hommes ... cela est tout de même positif ?*

R.D. — Ce qui a été l'aspect le plus positif de l'enseignement rénové n'est peut-être pas ce qu'il recherchait : il a en quelque sorte déstabilisé la conception même de l'enseignement : la conception selon laquelle l'histoire était racontée d'en haut, subie d'en bas, sclérosée dans la mesure où elle collait aux manuels.

De ce point de vue là, les ouvertures sont considérables : le rapport entre l'histoire et l'actualité, par exemple, est admis comme évident (et je note qu'il est admis comme évident à un moment où on conteste précisément de laisser à l'histoire une part aussi importante qu'avant).

Incontestablement, en déstabilisant l'enseignement de l'histoire, on a donné un dynamisme bien plus grand à cette matière et cela c'est un acquis. Mais c'est un acquis second qui est en partie indépendant du contenu de la réforme. Cela me rappelle que certains enseignants qui pratiquent le rénové ont insisté sur le fait qu'ils considéraient enfin leurs élèves non pas comme des « sujets » mais com-

me des intermédiaires de dialogue. Cela ne concerne pas le contenu du rénové mais est révélateur du type de rapport qui pouvait exister dans les écoles.

— *De ce point de vue là, n'y a-t-il pas eu de progrès pour le professeur ?*

R.D. — Oui, je crois, un progrès assez considérable et un progrès qui est lié à l'évolution globale de la société qui, formellement, admet une plus grande fluidité dans les rapports sociaux. A l'intérieur d'une société dont les structures essentielles n'ont, bien entendu, pas changé.

Mai 68, de ce point de vue, a été une sorte de « choc accélérateur » qui, dans une certaine mesure, a déformalisé les rapports sans rien changer aux contenus idéologiques fondamentaux de la société.

— *Il y a aussi, je crois, une plus grande liberté ?*

R.D. — Je ne sais pas. Je ne connais pas assez la pratique sur ce point. En principe, il y a une plus grande liberté laissée à l'enseignant et peut-être les enseignants les plus dynamiques en usent-ils.

— *Il n'y a plus de manuels, au sens traditionnel du terme, cela n'existe plus. Il existe des recueils de textes avec des propositions de schémas d'explications, est-ce que d'après vous c'est un bien ?*

R.D. — Oui et non. Je crois que le manuel tel qu'il était utilisé précédemment était un mal dans la mesure où la plupart du temps l'enseignement était passif, le professeur paraphrasant ce qui était dans le manuel. Cependant, faire disparaître ce que le manuel apporte de certain, d'acquis dans la structure de la période examinée, est peut-être une erreur : en ne montrant pas suffisamment l'enchaînement des événements ou l'étude historique des structures qui doit servir à les comprendre, l'histoire apparaît comme un vaste bric-à-brac, comme un fourre-tout, où n'importe quoi peut être sujet de réflexion.

De ce point de vue là, il *risque* d'y avoir un certain recul dans la conception que l'on peut avoir de l'enseignement de l'histoire. L'histoire apparaît comme une sorte de tout ou rien, gratuit, sur lequel on peut dire tout ou rien de manière irresponsable. L'histoire souffre peut-être comme d'autres disciplines, depuis Mai 68, d'un certain confusionnisme : « tu causes, tu causes, tu es sage, tu es profond ». Alors que l'histoire est plus que cela. Elle requiert chaque fois une étude en profondeur dans laquelle la chronologie ne peut pas être escamotée pas plus que les structures. En fin de compte, tout le raisonnement historique doit se dérguler autour de ces deux pôles : la *chronologie* et la *structure*.

— *Que pensez-vous de l'événement et du fait en histoire. Pour vous est-ce important ?*

R.D. — Je crois que c'est très important. Georges Lefèvre, Albert Soboul y ont beaucoup insisté et je ne fais que m'associer sur ce point à ce qu'ils ont dit. L'événement est en quelque sorte un instant, disons privilégié, autour duquel se noue une cogitation sur ce qui le distille. Par conséquent, il ne peut être escamoté : il est le produit du flux et du reflux que subissent en permanence les structures historiques. Il dévoile les problèmes et pousse à entrer dans l'analyse des structures plus fondamentales de la société.

— *L'histoire pourrait-elle servir à montrer l'importance de l'événement dans la mesure où nous vivons quotidiennement des événements ?*

R.D. — Il faut mettre plutôt en évidence l'importance de l'analyse que l'on doit faire à partir de l'événement : l'événement n'est pas *quelconque*. On ne doit retenir les structures que dans ce qu'elles ont de principal et ce serait en quelque sorte fossiliser complètement l'histoire que de faire disparaître ce qui dans les événements quotidiens, représente l'aléatoire de la lutte des hommes. Ce serait transformer l'être vivant en cadavre, l'événement vivant en structures purement formalisées.

— *Pour vous, expliquer l'événement comme le nœud des contradictions d'une société, c'est un des objets fondamentaux de l'histoire ?*

R.D. — Oui, mais je ne me fais pas d'illusions sur la manière dont cette conception des choses est actuellement mise en évidence. De ce point de vue en effet il y a une certaine confusion idéologique. Si la philosophie de la gauche a justement dénoncé la primauté donnée au récit historique, ce que j'appellerais « une fausse gauche » tend après l'avoir considérablement atténuée, à ne retenir que des structures mortes successives, servant objectivement à une philosophie cadavérisante de la droite.

— *Pour une histoire comme celle du moyen âge n'est-on pas condamné, sous peine de faire une histoire tout à fait anecdotique, à ne pas prendre en compte ces événements souvent très partiels ?*

R.D. — Cela tient à autre chose. La société médiévale, pour autant que je sache, est une société qui a connu des transformations dont le rythme était beaucoup plus lent que celui des sociétés plus récentes. Dans la mesure où il en a été ainsi, l'événement y avait une signification moins spectaculaire. C'est d'une part une question de sources et d'autre part une question d'immobilité relative de la société. Cette période connaît de grands événements globaux, indépendamment de tels ou tels petits événements. L'invasion des Normands représente globalement un *événement* qui tire notamment son intérêt de l'analyse de l'effondrement des structures qui pouvaient s'opposer à l'invasion. De même, les Croisades représentent globalement un « événement » dont la signification va bien entendu au-delà des péripéties vécues par les croyants, se ruant vers l'Orient. Elles sont significatives des mutations à l'intérieur de la société qui précèdent les Croisades et dialectiquement, d'une série de changements qui sont associés au développement des Croisades elles-mêmes.

— *Dans le même ordre d'idées, vous êtes pour une réhabilitation, contrairement à ce que l'on a dit pendant un certain nombre d'années, de l'histoire politique ?*

R.D. — Bien sûr. Mais pas dans le sens d'une histoire politique traitée de manière politique : l'événement politique et le discours politique. L'histoire politique ne doit pas être réhabilitée, elle est indissociable de l'histoire économique et sociale, elles couvrent chacune un autre niveau de perception, mais elles forment un tout indissociable.

— *En ce qui concerne la formation des maîtres, que pensez-vous de la division actuelle du monde enseignant suivant les diplômes : institutrices maternelles, institutrices primaires, régents, licenciés, professeurs d'université ?*

R.D. — En tant qu'enseignants, entre lesquels je ne fais pas de différence, ils sont posés devant des problèmes d'enseignement très délicats, d'autant plus délicats qu'ils portent sur des enfants plus jeunes. Du point de vue de l'enseignement, il faut constater que c'est la formation des enseignants du secondaire et des professeurs d'université à plus forte raison, puisqu'ils ne reçoivent pas de formation spécifique sauf s'ils l'ont eue comme agrégés de l'enseignement secondaire, qui est la plus négligée. Et ce n'est pas tant le fait de leur formation négligée qui est grave, mais l'énorme équivoque qui veut que dans l'enseignement universitaire tout soit construit dans la fiction que ceux qui y sont formés deviendront soit des chercheurs, soit des archivistes alors qu'en fait la majorité d'entre eux — s'ils trouvent une place — seront des enseignants du secondaire. L'un des inconvénients les plus graves, implicite et pourtant peu relevé, tient à ce qu'ayant été formés dans cette perspective ces enseignants transposent dans leur enseignement une série de techniques implicites, inopérantes au niveau synthétique auquel ils doivent donner leurs cours, et qui pour certains présentent des risques de perfectionnisme, de sclérose dans les exigences et de refus de la synthèse.

— *En guise de conclusion, y a-t-il moyen d'après vous, d'unir enseignement et vulgarisation ? Est-ce que ce moyen serait, comme le dit Chesnaux de donner, de rendre l'histoire à ses acteurs ?*

R.D. — Se réapproprier sa propre histoire, c'est pratiquement la ramener au niveau d'une expérience vécue, donc très étroite. En fait, l'histoire analyse toujours des sociétés globales. Or, ce type de perception ne peut s'opérer par un vécu immédiat. Il doit faire l'objet de longues recherches dans lesquelles les chercheurs cheminent selon leur idéologie propre. C'est dans la transmission de l'acquis qui en résulte que doivent surgir toute une série de querelles historiques. Celles-ci doivent finalement toucher un maximum de gens parce qu'elles les intéressent tous en fin de compte. L'histoire, c'est le vécu de l'actualité quotidienne. De ce point de vue-là, l'effort doit être considérable, permanent — à tous les niveaux. Mais je crois que c'est une vue « gauchiste » de l'histoire d'espérer en approprier tout le monde à un niveau de perception immédiat, qui ne peut nécessairement qu'être étroit, empirique, sans ouvertures profondes. Je préfère que quelqu'un ait, pendant longtemps, une idée fautive de la silhouette historique de Napoléon, plutôt que d'ignorer son existence. Celui-là, au moins, court la chance de rectifier ses idées fausses. Ignorant, il ne peut rester qu'ignorant — avec tout ce que cela suppose de disponibilité à l'embrigadement aveugle dans le « vécu quotidien ».

EN DIAGONALE

Livres chauds et froids sur Bruxelles

S'il fallait en juger par le nombre de publications qui lui sont consacrées, Bruxelles serait une ville comblée. Nous ne nous en plaindrons pas si ces ouvrages contribuent à la mieux connaître, à raffermir l'intérêt que ses habitants lui portent, à la transformer enfin avec un large consentement populaire.

Les livres récents sont aussi divers que les mobiles et le tempérament de leurs auteurs. Images ou textes, analyses ou témoignages : autant d'approches possibles d'une même réalité.

Nous retiendrons ici les titres de trois volumes consistants qui, chacun à sa manière, apportent des éléments nouveaux à notre connaissance de la capitale. Les deux premiers s'apparentent à la recherche universitaire, le troisième est, en quelque sorte, une œuvre de foi.

LE TRAITEMENT DES DONNEES

La statistique n'a pas fini de fasciner les chercheurs. Dangereux outil, d'un maniement difficile, elle offre en Belgique une masse de plus en plus importante de données.

C'est à l'examen minutieux des recensements généraux et industriels depuis 1846 que deux chercheurs, *Anne-Marie Bogaert-Damin* et *Luc Maréchal* se sont attachés (1).

Leur but : mettre au point une méthode de traitement des données relatives à la population, comparables d'un recensement à l'autre, qui permettent de cerner la croissance urbaine d'une entité dénommée « ensemble urbain bruxellois ».

Cette recherche prolonge celle de Roger Mols et d'autres géographes sur la zone d'influence du noyau urbain.

Plus originale est la tentative de mesurer l'importance de la main-d'œuvre employée dans les industries manufacturières de l'ensemble selon les différentes branches d'activité. Les recensements antérieurs à 1896 n'ont pu être retenus en raison de leur manque de fiabilité. Il est d'autre part dommage que les tendances récentes ne soient pas examinées dans un ouvrage qui présente le paradoxe d'allier les techniques d'investigation les plus élaborées avec un retard de plus de quinze ans sur les événements.

C'est en fin de compte un travail minutieux « d'économétrie spatiale » mais qui ne se hasarde pas à tirer des conclusions de la matière rassemblée.

(1) Bruxelles, développement de l'ensemble urbain 1846-1961. Analyse historique et statistique des recensements, Presses universitaires de Namur, 1978.

LA MECANIQUE IMMOBILIERE

L'étude de *Pierre Laconte* (2) porte sur le développement du Centre des Affaires à Bruxelles. C'est l'histoire de la production et de la surproduction d'immeubles de bureaux dont la surface de plancher triple en quinze ans (1961-76).

La machine immobilière emballée livre en 1975 et 76 plus qu'elle n'a jamais produit alors que le revirement de la conjoncture est déjà sensible. Si l'appui apporté à cette politique par les grands programmes d'investissement des pouvoirs publics est dans toutes les mémoires, l'ouvrage apporte cependant d'utiles précisions sur les mécanismes de financement que l'auteur connaît (trop) bien et pour lesquels les banques se montrent assurément plus inventives qu'en matière de reconversion industrielle.

LE DISCOURS SUR L'ARCHITECTURE

C'est dans le Service de l'Urbanisme de l'Agglomération de Bruxelles qu'est née l'idée de cette anthologie que nous livre *Georgette Lambotte-Verdicq* (3).

La lecture des commentaires sur la plupart des œuvres architecturales ou des entreprises urbanistiques marquantes, glanés surtout dans quelques revues d'architecture, nous vaut un étonnant florilège de projets, de critiques, de plaidoyers pro-domo, de réussites, d'erreurs, de contradictions, d'illusions et d'occasions perdues. Ici plus d'abstractions, plus d'équations, mais de la matière vivante riche de passions. Un vibrant appel à l'imagination et au respect de l'échelle humaine en architecture.

Et pourtant, le livre nous laisse insatisfait à plus d'un titre. Non que nous refusions son parti-pris de relire notre histoire à travers une seule catégorie d'écrits dont l'impact fut parfois très réduit. Mais parce qu'il rassemble une matière première laissée à l'état brut.

Il manque à cette anthologie tout à la fois l'introduction historique qui rende les textes compréhensibles, le minimum de présentation requis pour situer les auteurs et des références précises. De l'emploi désinvolte de la colle et des ciseaux ressort un assemblage souvent ambigu qui sacrifie à un manichéisme à la mode en opposant un passé mythique à un présent bien réel.

S'il est vrai que la bourgeoisie bruxelloise du XIX^{ème} siècle mit en pratique le vœu du futur Léopold II de « voir... le cachet de notre existence libre et prospère imprimé en quelque sorte sur chacun de nos édifices » (4), son intervention dans la vieille ville entraîna l'expulsion impitoyable de milliers d'habitants. Ni la construction du Palais de Justice, ni la disparition du quartier Notre-Dame-Neiges, ni la démolition des onze cents maisons que nécessitera la percée des boulevards, etc... ne se firent sans opposition populaire. Mais en ce temps où la classe ouvrière même commençait à peine à s'organiser, le peuple de Bruxelles ne trouvait, pour le défendre, que quelques bourgeois démocrates isolés ou quelques hommes issus de ses rangs mais qui ne pouvaient avoir l'instruction suffisante pour tenir tête.

(2) Mutations urbaines et marchés immobiliers. Oyez, Leuven, 1978.

(3) Contribution à une anthologie de l'espace bâti bruxellois de Léopold II à nos jours. Louis Musin, Bruxelles, 1978.

(4) Discours du Duc de Brabant au Sénat en 1651.

Parmi ceux-ci, Eugène Bochart qui s'exprimait en « bruxellois » et dont l'opposition au bourgmestre Anspach lui valut de se voir accablé par l'histoire officielle pour « incompréhension, insouciance du bien public, incompétence et stupidité » (5).

Le livre de Georgette Verdicq, malgré ses lacunes, peut contribuer à ranimer la mémoire culturelle des Bruxellois, comme le souligne son préfacier, l'échevin Moureaux. Mais pourquoi, diable, tracer de la même plume cette phrase qui aujourd'hui ne peut être ressentie que comme une inutile provocation : « Bruxelles n'a jamais été et ne sera jamais une ville flamande ».

Oui, Bruxelles vaut que l'on se batte avec ses habitants (y compris Flamands).

J. ARON.

Le phénomène C.V.P.

« Le phénomène CVP », c'est le thème d'un récent numéro spécial de la revue pluraliste flamande, « De Nieuwe Maand » (*).

Depuis 1958, le CVP n'a cessé d'être associé au gouvernement. Il siège dans les collèges échevinaux de 75 % des communes flamandes. Et cependant, entre 1958 et 1971, il a perdu des électeurs; il ne remonte la pente que depuis sept ans.

Précisément 1958 avait paru un tournant périlleux pour ce parti chrétien : la « paix scolaire » n'allait-elle pas le vider de sa substance ? Il y eut à l'époque une poussée de jeunes intellectuels catholiques en faveur de la déconfessionnalisation de la vie politique. La Flandre entama un processus de décléricalisation. Mais le CVP survécut, quasi intact.

Dix ans plus tard, en 1968, le parti est secoué par ses jeunes, conduits par un nommé Wilfried Martens. Le Manifeste des CVJ Jongeren de 1969 appelle au décloisonnement du système politique et se prononce pour un rapprochement entre démocrates-chrétiens et socialistes. Mais le CVP survivra en absorbant les énergies et les appétits des Wilfried Martens.

Pour « De Nieuwe Maand » c'est le constant souci de l'équilibre entre « standen » — représentant classe ouvrière, classes moyennes, paysannerie, bourgeoisie — qui a permis ces survivances successives. Équilibrage soigneusement entretenu lors de l'élection des organes dirigeants, lors de la composition des listes électorales. Avant que le CVP ne présente un dossier au gouvernement ou au parlement, il fait le tour de toute une série de comités et de commissions et s'efforce d'y recueillir une espèce d'unanimité.

Bien entendu, équilibrage ne signifie pas équilibre. « De Nieuwe Maand » observe que les indépendants, les agriculteurs et les groupes financiers sont « surreprésentés » dans le personnel politique du CVP. Motif : c'est à droite qu'il craint la concurrence, c'est-à-dire surtout du PVV. Le danger de concurrence électorale à gauche, c'est-à-dire de la part des socialistes, est jugé inexistant. Au cours des dix dernières années, le parti socialiste a raté de nombreuses

(5) Bruxelles Capitale — Evolution de la ville de 1830 à nos jours, par Marcel Vanhamme. Collection nationale. Lebègue et Cie, Bruxelles, 1947.

(*) Novembre 1978 — Standaard Boekhandel, Belgiëlei, 147 A — 2000 Antwerpen

occasions de recruter des femmes progressistes, des jeunes, des flamingants, estime « De Nieuwe Maand ».

Autre caractéristique du CVP et autre instrument de sa puissance : c'est un pourvoyeur d'emplois et de subsides. Le CVP contrôle directement des dizaines de milliers de nominations et de promotions dans l'administration. Indirectement, il pèse sur l'emploi dans l'enseignement, le réseau hospitalier et les organisations culturelles catholiques. Il est notoire que de plus en plus de familles dépendent pour leur emploi et pour leur ascension sociale du CVP. C'est un puissant moyen pour attirer l'électeur, pour assurer la continuité du pouvoir.

Quant au fondement idéologique du fameux équilibre entre « standen », ce « solidarisme » qui veut à tout prix concilier des intérêts opposés, « De Nieuwe Maand » montre comme il se confond avec le conservatisme. Car, conclure des compromis entre classes dans le cadre des rapports de force existants, c'est perpétuer ces rapports de force. Pour masquer cette réalité, le CVP parle de l'homme, de la personne humaine, qu'il place au-dessus de tout.

Dans cette même livraison, Henri Coenjaarts analyse ce qu'il appelle « le monopole culturel » du CVP.

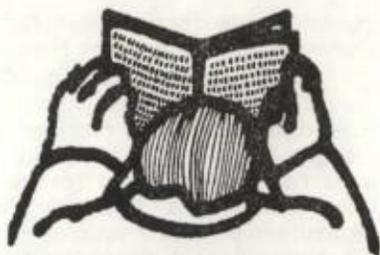
Alors que la pratique religieuse dominicale ne touche plus que 30 % de la population, le parti social-chrétien a pratiquement réussi à contrôler toute la vie culturelle. Depuis des décennies, le ministère de la Culture est un bastion imprenable; la législation sur les subventions a été taillée sur mesure pour les institutions catholiques. Aux yeux de H. Coenjaarts, il est évident que les garanties de respect des minorités idéologiques et philosophiques sont théoriques. Le cas de Hasselt est cité avec à l'appui le témoignage d'un conseiller communal socialiste : « Quand naît un nouveau quartier, surgissent aussitôt une église, une école catholique, un centre de contact. (...) Quand le quartier est construit, ils contrôlent tout et il ne reste plus qu'à tenter d'accéder à un conseil d'administration afin de pouvoir au moins appuyer les intérêts des non-croyants ». 200 associations de Hasselt sont reconnues par le Conseil culturel, pratiquement toutes sont d'inspiration catholique et elles drainent ensemble 92 millions de subsides communaux.

Le décret du 4 juillet 1975 sur l'éducation permanente pour adultes prévoit en matière de subsides des seuils d'effectifs tellement élevés que seules les grandes associations catholiques peuvent en bénéficier. Par ailleurs, pour être reconnue comme organisation nationale, il faut disposer d'au moins 80 sections locales; si cette condition est remplie, l'association se voit subsidier trois permanents. Avec 180 sections locales, ce personnel monte à quatre unités.

On notera avec intérêt la remarque du sénateur socialiste Willy Seeuws à ce propos : « Le fait que les décrets culturels sont taillés à l'aune catholique amène les autres à structurer leurs propres organisations sur le même modèle. Je considère cette évolution comme dangereuse... »

Et on méditera sur la puissance du CVP, son prodigieux talent d'équilibriste, sa capacité de prélever des fonds aux guichets les plus divers, le mimétisme qu'il suscite — et sur l'acharnement du parti socialiste (BSP) à vouloir gouverner de conserve avec le CVP, sans pour autant définir les conditions minima de sa participation.

Livres



Actualité de la pédagogie Freinet

par **Deldime, Haccuria, Landroit, Van Cottom.**

Les éditions De Boeck viennent de publier un ouvrage collectif présentant d'une part, une biographie sommaire de Célestin Freinet, cet instituteur français qui sut créer le vaste mouvement international qui se réfère à son nom ainsi que le résumé succinct de ses œuvres auxquelles il est le plus souvent fait référence. Biographie et résumé signés par R. Deldime. Et d'autre part l'exposé d'expériences réalisées, vécues, toujours en cours, de trois adeptes belges de Freinet.

A l'école communale, d'initiative publique

Jean Haccuria, le plus ancien, raconte son expérience du Home de La Panne qui reçut les enfants du service social du Front de l'Indépendance, connu sous le nom de « Notre Solidarité », et celle de l'école communale d'Evere *Clair Vivre* créée sous son impulsion par une majorité socialiste désireuse de réaliser un projet pédagogique progressiste.

Son expérience lui permet d'affirmer avec force que l'école communale peut-être le lieu de l'application d'une pédagogie nouvelle. Il rappelle que Freinet a « pensé et bâti sa pédagogie pour l'appliquer à l'enfant du peuple, c'est-à-dire pour apporter la libération aux socialement démunis, pour qu'ils prennent conscience de leurs possibilités, pour qu'ils affermissent leur confiance en eux-mêmes, afin qu'ils arrivent à faire respecter leur dignité d'homme, afin que la société soit enfin égalitaire et que l'exploitation de l'homme par l'homme cesse, que

le monde soit finalement plus juste, plus honnête, plus humain !

« Ce genre d'espoir, ajoute Jean Haccuria, a été tellement galvaudé que le peuple n'y croit plus, que l'on s'oriente de plus en plus vers une société de passivité et d'indifférence, de blocs puissants qui gardent farouchement le pouvoir et s'organisent pour que jamais leurs façons d'agir ne soient mises en cause.

« C'est l'école poursuit-il, qui pourra progressivement former des générations qui seront capables de développer l'esprit coopératif et la justice au sein du groupe dans lequel ils travaillent, dans lequel ils vivent, au moyen de procédés vraiment démocratiques, et sous le contrôle permanent du groupe ». L'école communale ouverte à tous, est donc pour lui le lieu privilégié de cette pédagogie libératrice.

Dans des écoles libres, d'initiative privée

Henry Landroit lui raconte ce qui se passe dans l'école qu'il « anime », une école libre, donc d'initiative privée, « L'autre école » dont l'action « s'inscrit dans la visée d'une rupture avec le système capitaliste, pour prendre le risque de s'aventurer dans la brousse du socialisme, avec les difficultés que cela comporte ».

Quant à Jean Van Cottom il anime également une école d'initiative privée, « Les Bruyères » à Louvain-La-Neuve. Son idée de base est de favoriser le *développement unitaire de la personne*, c'est-à-dire « la libre participation, la plus consciente et la plus complète possible de tout l'être, corps et esprit unifiés, à la vie, c'est-à-dire être conscient que le corps est l'expression de l'esprit et l'esprit, la vie du corps. « La pédagogie Freinet (lui) semble être un

des meilleurs terrains pour réaliser un tel projet car elle le porte en elle-même : le respect de l'enfant tel qu'il est dans son développement naturel ».

Nous trouvons donc chez ces trois pédagogues des points de rencontre. Ils utilisent l'essentiel des techniques qui restent attachées au nom de Freinet : l'expression libre par l'entretien familial, le texte libre, le dessin libre, l'utilisation de l'imprimerie et de la correspondance scolaire, mais aussi l'organisation sociale de la classe, de l'école au travers des conseils de classe qui gèrent non seulement un budget mais également établissent les plans de travail collectifs et individuels.

Ambiguïté

Tronc commun « pratique » qui peut réellement transformer l'école, donner envie aux enfants de s'y rendre, créer un climat où l'enfant peut se sentir chez lui, où il a envie de travailler. Mais à partir de ce tronc commun, chacun des pédagogues apporte sa lecture personnelle, sa compréhension de Freinet, sa manière à lui de poursuivre au-delà des idées originelles.

Cette diversité qui se retrouve chez pratiquement tous ceux qui pratiquent Freinet donne à ce mouvement pédagogique toute sa richesse, mais aussi toute son ambiguïté.

Jean Haccuria est certes celui qui exprime le mieux la pensée du « maître » si l'on ose s'exprimer de la sorte.

Il en est sans doute le plus proche. Son insistance à défendre l'école communale, l'école de tous, à vouloir que ce soit là que s'applique la pédagogie Freinet rappelle toute une période de notre histoire pédagogique, celle liée au Plan d'Etudes de 1936 qui permit ces applications à l'échelon du pays. Il est vrai qu'à l'heure actuelle « les méthodes dites nouvelles » — dont la pédagogie Freinet — ont tendance à se réfugier dans des écoles libres d'initiative privée, à se retirer de l'enseignement officiel. (Voir les deux autres auteurs). Il a raison d'insister sur le fait que *Clair-Vivre* n'a jamais eu d'en-
nui avec les inspecteurs cantonaux

et principaux, ces derniers n'ont en fait qu'un rôle de conseiller pédagogique, de contrôle du niveau, du nombre réel d'élèves... C'est le pouvoir communal qui est Le Patron de l'école communale. Si lui est d'accord...

Jean Haccuria constate la régression de l'esprit qui présidait au Plan de 1936 dans l'enseignement officiel. Il ne l'analyse que fort superficiellement.

La déception qu'il en ressent semble replier son espoir sur l'école, elle seule permettra de changer les hommes, et ce changement des hommes permettra de changer la société. Ce repli sur l'école est tel que comme le signale sa biographie (p. 9) Jean Haccuria s'est « attelé à l'animation de l'expérience de restructuration du cycle 5-8 ans pour l'enseignement subventionné officiel » depuis 1976. Expérience lancée par Antoine Humblet, alors ministre de l'Education nationale, peu connu pour ses qualités de défenseur du peuple et à laquelle le secteur Enseignement de la CGSP refusa de participer en raison de son caractère profondément sélectif et élitiste.

Ambiguïté d'une pédagogie qui se referme sur elle-même, proie facile pour la récupération ?

Henri Landroit s'attache lui à l'aspect « autogestionnaire » de son école où parents, enseignants, enfants gèrent démocratiquement « l'autre école ». Les exemples de l'utilisation des textes libres, d'activités mathématiques tirées de la vie des enfants sont pleins d'intérêt, on y sent réellement vivre les enfants.

Il n'échappe pas aux nouveautés de la pédagogie « officielle ». Pour évaluer les enfants il reprend des grilles où l'enfant est fiché quant à son comportement sur le même modèle que dans les écoles ordinaires, de manière impersonnelle, à la troisième personne : « Ex. I. Dans le groupe fait montre de solidarité, élève le statut d'autrui, aide, gratifie ». Le même ton est utilisé pour les connaissances. Je m'interroge sur la compatibilité de ces grilles d'évaluation avec la conception du droit à l'expression libre et celle de la démocratie liée à « l'autoges-

tion ». Lorsque des enfants participent à la gestion de l'école, lorsqu'ils disposent de structures, telles que les conseils de classe où les échanges sont possibles, comment peut-on figer un comportement d'enfant dans un écrit qui visiblement s'adresse au-dessus de lui à une tierce personne, comment peut-on ne plus lui dire « TU » ?... Je m'interroge sur la portée de tels outils technocratiques dans le système décrit.

Autre interrogation, celle qui concerne l'école maternelle. Est-ce pour « être actuel » que la part faite à l'écriture, aux activités mathématiques est si belle ? Aussi belle que dans pratiquement tous les jardins d'enfants ordinaires qui sont pris d'une frénésie sans frein pour hâter les apprentissages précoces afin de se conformer aux directives officielles. L'expression libre corporelle, l'expression libre musicale ne semblent pas mériter ce même grand développement, ni même celui du jeu, cette activité fondamentale du jeune enfant. Difficulté d'échapper à l'idéologie dominante, contradiction évidente d'un îlot « autogestionnaire » dans une société capitaliste ?

Un son vraiment nouveau...

J. Van Cottom enrichit réellement cette pédagogie Freinet par l'adjonction du développement corporel. Ce qu'il fait avec les enfants qui lui sont confiés est très important ex. : penser « à se sentir assis » voir si on est bien assis, développer le toucher, l'adapter à l'objet, toute une expression corporelle si importante pour se situer dans l'espace, voir dans le temps. Les difficultés rencontrées dans ces domaines ne sont-elles pas souvent citées comme les « causes » de la dyslexie ? Ne sont-elles pas celles que le Dr Cordier a retrouvées chez la plupart des jeunes adolescents inadaptés qu'il a observés ? (1)

On croit aisément J. Van Cottom lorsqu'il nous dit que ses élèves ont

(1) Une anthropologie de l'inadaptation Jean Cordier Editions ULB.

(2) Education populaire, 77, Rue Théodore Verhaegen, 1060 Bruxelles. Actualité de la pédagogie Freinet, Deldime, Haccuria, De Boeck. 238 p. 320 F.

vraiment l'impression que l'école, la classe leur appartiennent, qu'ils disent « notre école », « notre classe ». Aucune contradiction apparente chez ce pédagogue qui semble rester logique avec lui-même.

Jean Haccuria, Henry Landroit, J. Van Cottom, c'est effectivement tout cela la pédagogie Freinet en Belgique, il était grand temps que quelque chose soit écrit à ce propos. Ce premier ouvrage est vraiment le bienvenu.

Mais il n'a pas épuisé le sujet, bien au contraire, l'expérience Freinet dans notre pays ce fut et c'est encore bien autre chose (2), il reste du pain sur la planche...

Louise Gotovitch

L'animation en débat

une étude de J. et R. Pirson

Du social au politique, des techniques d'animation aux problèmes de l'éducation, des activités de délasserement aux questions de politique culturelle, s'étend le champ de « l'animation socio-culturelle ». Et non seulement ce champ est vaste, mais la problématique qui s'y noue est particulièrement touffue. J. Pirson-De Clercq et R. Pirson y ont consacré une étude (1) elle-même touffue. Un livre fructueux à n'en pas douter, quoique d'une lecture parfois difficile dans sa partie analytique.

L'étude est basée sur une enquête menée auprès d'animateurs de Maisons de jeunes, de Foyers culturels, de Maisons de la culture, de Centres créatifs, de Mouvements volontaires, et auprès de formateurs. L'ouvrage se présente sous la forme visuelle d'un dialogue entre témoignages des animateurs et analyse des sociologues.

UN BAUME SUR QUELLES PLAIES ?

Une préface où Henri Janne désigne l'animation comme un secteur

(1) Jacqueline Pirson-De Clercq et Ronald Pirson, « L'animation socio-culturelle, espace d'affrontement idéologique », éd. Fernand Nathan, Paris, et Labor, Bruxelles 1977, dans la collection « Recherches et action culturelle — éducation permanente », 180 pages.

de l'éducation permanente « dont le principe ordonne la «réforme révolutionnaire» de notre système d'enseignement »... sans un mot sur la politique de compressions budgétaires et ses conséquences sur la qualité de cet enseignement.

Un avant-propos où les auteurs rappellent que le système capitaliste a engendré un mode de vie qui a pour conséquence de séparer les hommes, de désincarner les relations entre individus, de dissocier rigoureusement le travail et les loisirs. L'animation apparaît alors comme un baume sur les plaies de l'époque, un oasis dans le désert social. On peut selon les opinions, y voir une panacée, ou au contraire une utopie.

« Il y a, en matière d'animation, une juxtaposition de mots qui crée des litiges », remarque, non sans humour, un des témoins cités. Et en effet, qui dit animation socio-culturelle pose la question : quelle culture, quelle société ? Question posée au présent et au futur. Et dès lors les notions se télescopent, les idéologies s'affrontent, les conflits se font jour. Pour l'un, faire du socio-culturel c'est par exemple « amener un type à sortir de chez lui » pour faire quelque chose dont il n'a pas l'habitude. Pour un autre, l'animation c'est « une production fondamentalement bourgeoise ». Ou encore, « l'animation ça n'existe pas ».

Une perspective esquissée par beaucoup est celle de l'éducation permanente vers laquelle tend l'animation. On distingue les plans de la diffusion des produits culturels, du développement des moyens d'expression (déterminant surtout chez les enfants), de la maîtrise de l'outil intellectuel. Et l'on peut se demander avec les auteurs si la « dimension transitoire de l'animation », par rapport aux exigences posées par l'éducation permanente, n'est pas une des clés de l'analyse des ambiguïtés de ce secteur. Du reste, c'est le socio-culturel dans son ensemble qui apparaît comme un domaine sous-développé.

A la recherche du profil sociologique de l'animateur, on découvre que les Centres créatifs et les Mouvements volontaires sont les seules

structures d'animation où l'on compte autant de femmes que d'hommes. Quant à la formation théorique reçue, elle fait l'objet des critiques acerbes de très nombreux animateurs, ce qui indique sans doute pour une part le poids de l'empirisme, mais surtout, révèle les insuffisances et les inadéquations de cette formation. (« On doit animer des quartiers populaires, mais on ne sait même pas ce qu'est un ouvrier »).

Au chapitre des conditions de travail, c'est le vœu unanime d'une homogénéisation et d'une stabilisation qui s'exprime face à la disparité ou à l'absence des contrats, à l'ambiance d'insécurité latente aggravée dans bien des cas par un climat de suspicion, aux problèmes du recyclage et de la reconversion...

Les deux principales pierres d'achoppement de l'action d'animation sont à l'évidence le manque de moyens financiers et les obstructions du pouvoir. Pour les M.J., les critères de financement favorisent le quantitatif au détriment du qualitatif. La législation mise d'autre part sur le bénévolat, entretenant une tendance à voir dans les M.J. des institutions de charité culturelle.

UNE DIALECTIQUE DE LA PEUR

Quant au poids des autorités, c'est sous le titre « Une dialectique de la peur » qu'il est analysé. Pas de recours légal en cas de litige. L'autorité, souvent représentée dans les conseils d'administration, réagit généralement comme si elle doutait de sa propre compétence à aborder de plain-pied les problèmes concrets des habitants. Elle trahit un malaise devant cet intrus qu'est l'animateur. Dans ce contexte, et aussi sous l'angle financier, les M.J. sont les parents pauvres de l'animation, par rapport aux Maisons de la culture par exemple qui, loin d'être sans problèmes, bénéficient cependant d'un plus grand prestige. Et pourtant, soulignent les auteurs, les animateurs de M.J. ont devant eux une vaste tâche de prise en charge, à l'échelle microsociologique, des difficultés des jeunes.

Les fonctions et les contenus de l'animation font l'objet d'après polémiques. Parmi les animateurs, cer-

tains se considèrent comme de simples relais, investis d'une fonction d'accueil, de contacts, d'échanges. Un palliatif à l'isolement social. D'autres qui évoquent le rôle de catharsis que joue l'animation en libérant les tensions, dénoncent la récupération idéologique dont elle est l'objet et l'agent. Il y a ceux qui se contentent de promouvoir des divertissements et ceux qui cherchent à poser des problèmes, dans une optique plus formative (et moins payante dans l'immédiat). « Être là, écouter, discuter », disent certains : est-ce cela l'animation ? Certainement pour une part. Mais pas seulement.

Cette problématique rejoint la question des choix culturels. La conception de l'animation comme diffusion de « la » culture est fréquemment critiquée comme venant « d'en haut », servant la culture traditionnelle ou « culture bourgeoise ». Notion que pour ma part, je prendrais avec des pincettes dialectiques... D'aucuns expliquent que le public est « trop conditionné à consommer passivement la culture ». Passivement certes, mais en consume-t-il tellement ? Ou plutôt, celle qu'il consomme le plus n'est-elle pas précisément la culture « de consommation », portant la marque du grand commerce ? Le clivage culturel des classes sociales existe bel et bien, souligne-t-on dans l'ouvrage ; l'animateur s'en aperçoit dans sa pratique, où il s'adresse aux catégories sociales qui n'ont pas accès à « la » culture. Sur ce terrain, l'attitude élitaire et le spontanéisme intégral ne se répondent-ils pas ?

Concluant leurs thèses, les auteurs rappellent que le terrain de la pratique où l'animateur se voit confiné, est défini structurellement par le pouvoir politique. Ils soulignent que dans le débat de l'animation, il est moins question de remise en cause du système que de la « pérennité de celui-ci dans une problématique de changement social ». Cette « dynamique de l'ajustement continu », ils la nomment : le réformisme.

Aux deux extrêmes de la polémique, il y a ceux qui ne jurent en matière culturelle que par la lutte

« révolutionnaire » de la classe ouvrière, et ceux qui prônent l'union sacrée de toutes les couches sociales dans la catharsis culturelle. Il va sans dire qu'aucune de ces deux propositions ne peut nous satisfaire et qu'elles sont d'ailleurs toutes deux inapplicables : la classe ouvrière est elle-même traversée par l'idéologie dominante, et d'autre part on ne peut effacer la coupure culturelle qui résulte de la coupure socio-économique. Les auteurs dénoncent par ailleurs comme spéculative la théorie des « besoins » culturels : sous une apparence de démocratisation culturelle, nombre de structures d'animation où la « valeur » de la culture est mesurée au volume de son audience, jouent le rôle d'agents objectifs de « l'appareil idéologique d'Etat culturel ». L'animation comme telle participe d'ailleurs, qu'on le veuille ou non, au processus de reproduction des rapports sociaux de production. Et l'animateur se voit dans une situation où il est amené — sauf à jouer le jeu — à mettre en cause le système dont il est professionnellement le produit. Les carences socio-culturelles de ce système sont telles, que l'animation, même dans la mesure où elle n'est qu'une soupape de sécurité (récupération de mai '68), se voit souvent pénalisée lorsqu'elle révèle lesdites carences.

On voit que le problème est profondément contradictoire. Outre qu'ils dénoncent l'étroitesse de l'enveloppe budgétaire culturelle, les auteurs plaident pour ce qu'ils appellent assez justement la conception « réformiste révolutionnaire » de l'animation. Mais on se demande quelle définition ils donnent au mot « révolutionnaire » lorsque, s'interrogeant sur les moyens et les formes d'une animation progressiste, ils déclarent que toute politique « révolutionnaire » ne peut être conçue « que dans une structure où la révolution serait sa pratique quotidienne » !

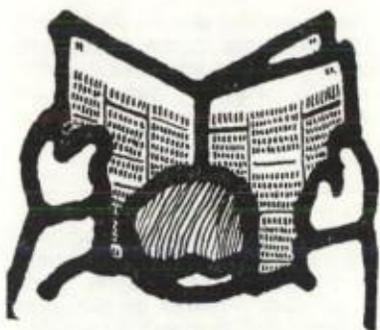
Concluons pourtant avec eux que, tout comme la lutte dans l'enseignement, le combat d'animation est possible et nécessaire : en faisant de l'animation une « mise à disposition des outils de déchiffrement et d'explication » des mécanismes

d'assujettissement idéologique. Oui... mais quels sont ces outils, sinon ceux d'une approche marxiste des situations concrètes, et comment leur utilisation dans le discours d'animation ne conduirait-elle pas à certains moments (et dans le respect du pluralisme de l'action d'ani-

mation) à appeler un chat un chat et à encourir l'accusation de « poltiser » l'animation ?

Qu'il vienne ce temps lointain où comme le dit un témoignage cité, on n'aura plus besoin d'animateurs puisque chacun en sera un.
P.E.

Revue



Socialisme

Consacré au Brabant wallon, le numéro 149 de la revue « Socialisme » analyse la situation économique, démographique, sociale, culturelle et politique de cette sous-région complexe et de surcroît en constante transformation.

Nous n'entreprendrons pas de résumer ici les longs chapitres descriptifs qui concernent le phénomène de la navette, les déséquilibres de l'emploi, les menaces sur les exploitations agricoles, l'aménagement du territoire, l'enseignement et la recherche.

Nous acterons avec Valmy Féaux la grande vulnérabilité du B.W. aux fluctuations de la conjoncture et les importantes pertes d'emplois qu'il a enregistrées (1.500 environ en quatre ans), pertes d'emplois qui frappent davantage les « autochtones » ou la première vague d'immigration que la vague plus récente des immigrés, occupés surtout dans le tertiaire. Précisément, les nouvelles couches de Brabançons wallons se caractérisent aussi par des indices de prospérité plus élevés que la moyenne en Wallonie — ainsi que par une sensibilité particulière aux problèmes linguistiques ou communautaires. On aura deviné que ces

couches sont le plus souvent d'origine bruxelloise et travaillent encore bien souvent dans la capitale. C'est une des raisons de ce que Valmy Féaux appelle « la mutation politique » du Brabant wallon : de tradition socialiste, la sous-région a vu se modifier sensiblement sa géographie électorale. Listes communautaires, poussée néo-libérale, apparition aux élections communales de 1976 des listes de « rassemblement des progressistes », voilà quelques unes des observations sur lesquelles débouche l'examen de cette géographie.

Parce que les expériences de rassemblement des progressistes se sont déroulées dans des localités à dominante résidentielle et non industrielle, Valmy Féaux en déduit que « jusqu'à présent, l'idée lancée en 1969 par Léo Collard reste davantage une démarche intellectuelle qu'une volonté ressentie à la base ». Il est vrai que le collaborateur de « Socialisme » corrige partiellement cette appréciation audacieuse en évoquant la rivalité qui oppose en Brabant Wallon la CSC à la FGTB. Il est vrai que sans front commun syndical, il est vain d'envisager la construction d'un front commun politique. Mais il est tout aussi vrai, pensons-nous, que l'aspiration à un

regroupement des forces anticapitalistes est profondément ancrée dans le mouvement ouvrier, qu'elle dépasse de loin le niveau de la démarche intellectuelle.

100 F. le numéro — 13, Bd de l'Empereur, 1000 Bruxelles.

Bulletin de la F.A.R.

De ce numéro double du Bulletin de la Fondation André Renard, on retiendra d'abord les notes de jurisprudence établies par Jacques Gennen, notes qui complètent un dossier déjà épais sur les licenciements des travailleurs et sur les limites du droit au travail.

Dans un style alerte, le Bulletin de la FAR publie un bref commentaire sur « Les dollars balladeurs », qui pourraient bien donner envie aux militants d'étudier de plus près les problèmes monétaires. Sur les droits des femmes, cette livraison a regroupé divers documents : le texte du chapitre « européen » de la loi dite anticrise, chapitre qui concerne l'égalité de traitement entre hommes et femmes — le compte rendu d'une brochure d'Emilienne Brunfaut sur « Les femmes dans le monde du travail en Belgique » — une note sur la participation de la femme mariée à l'activité professionnelle — et enfin l'exposé fait par Annie Massay au congrès de novembre 1978 de la FGTB. Ce qui frappe surtout à la lecture des chiffres et témoignages dont regorgent ces documents, c'est la lenteur des progrès. Une lenteur dont la Commission du travail de l'Interrégionale wallonne de la FGTB semble avoir pris pleinement conscience, puisque, parlant en son nom, Annie Massay a appelé la grande organisation syndicale « à jeter tout son poids dans la balance » pour que ça change. Les changements que la FGTB veut contribuer à accélérer concernent la sécurité sociale, l'avortement, la fiscalité, le contrôle des travailleurs. Sécurité sociale : derrière des discriminations qui lèsent directement les travailleuses. Annie Massay débusque aussi des manœuvres tendant à faire rentrer les femmes au foyer. Idem pour la fiscalité actuelle et

singulièrement pour le cumul des revenus des époux; aussi la FGTB exige-t-elle le décumul total des revenus professionnels des époux. Contrôle : il est salubre qu'une militante ait pu déclarer au congrès que « les travailleuses apparaissent encore dans l'organisation syndicale comme un troupeau de femmes conduit par des hommes... » Et si, nous le savons bien, des résolutions ne suffisent pas à régler les problèmes, il est encourageant de voir les propos d'A. Massay répercutés dans les résolutions du dernier congrès national de la FGTB (que reproduit aussi le Bulletin de la FAR).

On trouvera encore dans ce Bulletin le texte d'un discours prononcé par Jean-Maurice Dehousse, ministre de la Culture française il y a un an : il expose avec éloquence l'intérêt qu'il porte aux associations socio-culturelles dites « volontaires ». Les mois de gestion ministérielle qui ont suivi le discours ont démontré qu'avec le budget de misère — accepté voire assumé par J.M. Dehousse — cet intérêt perdait une grande part de son impact pratique.

120 F. le numéro — 9, Place Saint-Paul à Liège.

La Revue nouvelle

Dans la livraison de janvier de la R.N., Maurice Piraux retrace l'évolution qui a mené, de 1930 aux années cinquante, à la naissance d'une « fonction consultative » dans le chef des organisations syndicales et patronales, fonction qui débouchera au cours de la décennie suivante sur la concertation. « D'un système bipartite d'avis à la puissance publique, on est passé à un système tripartite, puissance publique incluse, d'élaboration de la décision », note M. Piraux. Cette évolution n'a pas été préméditée, elle s'est, estime l'auteur, affirmée sans référence à une doctrine. Elle a néanmoins été encouragée dans une certaine mesure par les organisations syndicales, soucieuses de dépasser le rôle — souvent formel et vain — de « consulté » qui leur était dévolu. Evolution recherchée aussi

par le grand patronat et par le pouvoir exécutif. Pourquoi cette convergence ? Et pourquoi, depuis peu, divers signes de détachement à l'égard de la concertation ? On aborde ici la problématique de l'intégration dans le système des organisations syndicales. Maurice Piraux soulève quelques questions importantes, qui préoccupent aussi les Cahiers marxistes. Nous tenterons d'y apporter bientôt à notre tour des éléments de réponse.

Sur les enjeux de la politique sidérurgique, Michel Capron fournit un dossier solide. Il y analyse la stratégie offensive des groupes financiers, le rôle nourricier des pouvoirs publics, la place des partis politiques, l'impact du « virus communautaire »; il montre aussi pourquoi la stratégie des organisations syndicales (en supposant qu'il y ait une stratégie globale) a été inefficace. « Fondamentalement, écrit M. C., c'est la volonté politique, la volonté d'opposer un contre-pouvoir des travailleurs au pouvoir du patronat, des groupes financiers, du gouvernement et de la CEE qui a

fait le plus cruellement défaut au mouvement syndical dans les enjeux liés au mode de survie de la sidérurgie wallonne et à la reconversion industrielle de la Wallonie ». Ce diagnostic renvoie à la fois aux ravages du réformisme et à la nécessaire « politisation des luttes », pour reprendre une formule chère aux communistes.

Dans la même livraison, une interview du dissident russe Zinoviev, une longue analyse de ses « Hauteurs béantes » et une courte note, marquée par la passion, sur le Samizdat.

Marc Quaghebeur signe un historique de « l'aventure » de notre jeune théâtre, historique qui fait apparaître avec force le bouillonnement créateur de ce jeune théâtre, mais qui occulte les données financières du dossier. La « fabuleuse tension » dont M. Q. se réjouit qu'elle a produit des fulgurances, n'a-t-elle pas aussi suscité des agonies ?

R. L.

140 F. — Av. van Volxem, 305 —
1190 Bruxelles.

Ne vous contentez pas de lire les « Cahiers Marxistes »

PARTICIPEZ AUX ACTIVITÉS DE LA FONDATION JOSEPH JACQUEMOTTE

Comprendre la réalité afin d'agir pour la transformer. Les « Cahiers marxistes » espèrent vous y aider. Au delà de l'apport d'une revue, la Fondation Joseph Jacquemotte met à votre disposition les possibilités d'une organisation socio-culturelle (1).

Outre son centre de documentation, sa bibliothèque, la F.J.J. est à l'initiative de divers débats et conférences, activités d'animation culturelle « à la base », week-end de formation (2).

Voici quelques dates d'activités prévues en ce début d'année..

Vendredi 23 février à 20 h :

conférence-débat sur l'Iran avec Pierre Mertens (organisée par la locale FJJ de Rixensart), en l'ancienne maison communale de Genval, place communale de Genval.

Vendredi 23 février à 20 h. :

cinéma-débat, 1A, avenue des Capricornes, à Woluwé (terminus bus 80).

Samedi 10 mars à partir de 19 h. :

le groupe chilien « Machitun », le groupe folk de Louisiane « Cajun » (l'écho du bayou), et un grand bal avec le « Red and Black Blues Band ». Le tout à l'école n° 3, 53, rue Timmermans, à Forest.

Les 12 et 13 mars en soirée :

« Petites et grandes violences de tous les jours », par la Compagnie « Sans Souci » (mise en scène : Toni Cecchinato; comédienne : Nicole Colchat). Organisé par l'administration communale de La Louvière.

Du 1^{er} mars au 2 avril, de 15 à 18 h. (week-ends inclus) :

« Cent fleurs à Auderghem », salon d'ensemble d'artistes belges (peinture, dessin, lithographie, gravure), avec notamment Edmond Caufriez (toiles), Jean Cimaïse (dessins), Marie-Claire Gouat (dessins et toiles), Robert Kayser (dessins), Jean-Louis Lejeune (dessins), Philippe Moins (dessins), Roger Somville (dessins), Paul Timper (toiles et dessins), Willy Wolsztajn (dessins) Tout cela au Centre Culturel d'Auderghem, 173, boulevard du Souverain, à Bruxelles.

(1) Agréée comme service général d'éducation permanente par le ministère de la Culture française.

(2) Pour tous renseignements : secrétariat de la F.J.J., Eliane Timmermans, 20 av. de Stalingrad — 1000 Bruxelles, tél. 02/512.90.12.

Les enseignants sont de plus en plus amenés à déterminer les aptitudes, les rythmes individuels d'apprentissage de nos élèves : « bon pour la 2^m », « bon pour le professionnel », « bon pour le latin », etc.

Ces rythmes, ces aptitudes correspondent-ils à une réalité ? Ne sont-ils pas plutôt la conséquence d'un fait social, reflétant lui-même une volonté politique ? (*)

Les enseignants communistes de Bruxelles,
Les Cahiers marxistes,
La Fondation Joseph Jacquemotte

vous invitent à une
DISCUSSION OUVERTE
SUR CE THEME

Vendredi 2 mars 1979, à 20 heures

au siège de la Fondation, 20, avenue de Stalingrad,
1000 Bruxelles.

(*) « Dons et handicaps socio-culturels » par Louise Gotovitch,
dans Cahiers marxistes N° 48, octobre 1978.

Il ne suffit pas de penser !

pour mieux comprendre un monde à changer...
pour mieux lier l'action et la théorie...

(Ré)abonnez-vous aux Cahiers Marxistes



- des tables-rondes, des dossiers, des analyses critiques, des recherches nouvelles
- les grandes questions économiques et politiques, la culture et l'idéologie, l'Etat et la démocratie, l'histoire et la philosophie...
- des notes de lecture, un courrier des lecteurs, des diagonales d'actualité

L'abonnement annuel
(dix livraisons) : 500 F.

L'abonnement « jeune »
(moins de 25 ans) :
250 F.

Etranger : 600 F.

Soutien : F.

ADRESSE : 20, avenue
de Stalingrad, 1000
Bruxelles. Téléphone :
(02)512.90.12.

CCP 000-0188745-80 de
la Fondation J. Jac-
quemotte.

Auteur-éditeur responsable et correspondance :

Rosine Lewin / rédacteur en chef
Avenue de Stalingrad, 18-20, 1000 Bruxelles